Bulletin officiel n° 26 du 25 juin 2009

Sommaire

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)
Recommandation sur les équivalents français à donner au mot «live»
Recommandation du 5-3-2009 - J.O du 5-3-2009 (NOR : CTNX0904808X)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)
Vocabulaire de l'environnement
liste du 12-4-2009 - J.O du 12-4-2009 (NOR : CTNK0906417K)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)
Vocabulaire des activités postales
liste du 22-4-2009 - J.O du 22-4-2009 (NOR : CTNX0908578K)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)
Vocabulaire général et vocabulaire des transports
liste du 22-4-2009 - J.O du 22-4-2009 (NOR : CTNX0908579K)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)
Vocabulaire du pétrole et du gaz
liste du 25-4-2009 - J.O du 25-4-2009 (NOR : CTNX0906374K)

Commission générale de terminologie et de néologie (RLR : 104-7)
Vocabulaire de l'économie et des finances
liste du 19-5-2009 - J.O du 19-5-2009 (NOR : CTNX0906468K)

Enseignement supérieur et recherche

Diplôme des métiers d'art (RLR : 549-8a)
Définition et conditions de délivrance de certaines spécialités de diplôme des métiers d'art
arrêté du 8-4-2009 - J.O. du 2-5-2009 (NOR : ESRS0906077A)

Diplôme des métiers d'art (RLR : 549-8a)
Définition et conditions de délivrance de certaines spécialités de diplôme des métiers d'art
arrêté du 19-5-2009 - J.O. du 12-6-2009 (NOR : ESRS0910474A)

Partenariat (RLR : 410-4)
Création de la fondation partenariale « Fondation UNIT »
arrêté du 11-5-2009 (NOR : ESRS0900265A)

Personnels

Commissions administratives paritaires (RLR : 623-7)
Élection à la commission administrative paritaire nationale des magasiniers des bibliothèques
arrêté du 29-5-2009 (NOR : ESRH0900267A)

Commissions administratives paritaires (RLR : 623-7)
Organisation de l'élection à la commission administrative paritaire nationale des magasiniers des bibliothèques
circulaire n° 2009-1015 du 29-5-2009 (NOR : ESRH0914365C)

Hygiène et sécurité (RLR : 610-8)
Comité central d'hygiène et de sécurité ministériel compétent pour l'enseignement supérieur et la recherche
réunion du 17-3-2009 (NOR : ESRH0900253X)

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Caen
arrêté du 26-5-2009 (NOR : ESRS0900262A)

Nomination

Directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Lille
arrêté du 26-5-2009 (NOR : ESRS0900261A)

Nominations

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche
arrêté du 5-6-2009 (NOR : ESRS0900266A)

Nominations

Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies
arrêté du 4-6-2009 (NOR : ESRR0900254A)

Nominations

Conseil d'administration de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité
arrêté du 27-5-2009 (NOR : ESRR0900255A)

Nominations

Commission administrative paritaire des adjoints administratifs d'administration centrale du ministère de l'éducation nationale
arrêté du 8-6-2009 (NOR : MENA0900444A)

Nomination

Commission administrative paritaire des adjoints techniques d'administration centrale du ministère de l'éducation nationale
arrêté du 8-6-2009 (NOR : MENA0900445A)

Informations générales

Vacance de poste

Directeur de l'Agence Europe-Éducation-Formation France
avis du 10-6-2009 (NOR : ESRC0900252V)

Vacance de fonctions

Directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Corse
avis du 12-6-2009 (NOR : ESRS0900264V)

Vacance de fonctions

Directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Toulouse
avis du 12-6-2009 (NOR : ESRS0900263V)

Vacance de poste

Chef du service de scolarité de l'université de la Nouvelle-Calédonie
avis du 11-6-2009 (NOR : MENH0900465V)

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Recommandation sur les équivalents français à donner au mot «live»

NOR : CTNX0904808X

RLR : 104-7

recommandation du 5-3-2009 - J.O. du 5-3-2009

MCC

En public et en direct

On assiste actuellement à l'apparition dans l'usage du mot anglais **live**, souvent associé à son équivalent français **en direct** dans le vocabulaire des médias. **Live** prend ainsi inutilement la place d'expressions françaises bien établies et introduit une ambiguïté alors que ces expressions renvoient à des notions distinctes.

En l'occurrence, le mot anglais **live** ne se substitue pas au français **direct** mais les deux mots sont souvent combinés pour former un nouveau vocable hybride (**direct live**, **en direct live**) qui amalgame deux notions distinctes : le spectacle lui-même, joué en présence de spectateurs, désigné par **live**, et une retransmission en temps réel, qu'elle soit radiophonique, télévisée ou diffusée par l'internet, désignée par **en direct**.

Cet amalgame s'explique par le fait qu'en anglais le mot **live** possède une double signification : ainsi parle-t-on de **concert live** pour désigner un concert donné **en public**, et de **live broadcast** pour une émission **en direct**.

Pour une manifestation artistique, politique, sportive, ou pour un événement médiatique qui a lieu en présence de spectateurs, au mot anglais **live** correspondent en français les expressions **sur scène**, **en public**, **devant un public**. En revanche, pour la retransmission d'une telle manifestation par un canal médiatique, **live** se traduit en français par **direct** ou **en direct**, par opposition à **différé** ou **en différé**.

Ainsi on dira :

- Notre envoyé spécial va commenter le match **en direct** de Manchester.
- Le débat, qui a eu lieu **en public**, a été retransmis **en direct**.
- Nous sommes **en direct** pour vous présenter le concert **public** de cette vedette de la chanson.
- J'ai acheté un disque de Jacques Brel. C'est un enregistrement **public** (ou en **public**) de son dernier spectacle.

La Commission générale recommande d'utiliser, soit seules, soit en les combinant selon les cas, les expressions françaises **public**, **en public** et **direct**, **en direct**, qui, par leur précision, rendent clairement chacun des deux sens souhaités.

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire de l'environnement

NOR : CTNK0906417K
RLR : 104-7
liste du 12-4-2009 - J.O. du 12-4-2009
MCC

I - Termes et définitions

biodégradabilité, n.f.

Domaine : Environnement.

Définition : Qualité d'une substance biodégradable.

Note : La biodégradabilité s'apprécie en prenant en compte à la fois le degré de décomposition d'une substance et le temps nécessaire pour obtenir cette décomposition.

Voir aussi : biodégradable.

Équivalent étranger : biodegradability.

biodégradable, adj.

Domaine : Environnement.

Définition : Se dit d'une substance qui peut, sous l'action d'organismes vivants, se décomposer en éléments divers dépourvus d'effet dommageable sur le milieu naturel.

Voir aussi : biodégradabilité.

Équivalent étranger : biodegradable.

biodiversité, n.f.

Domaine : Environnement-Sciences de la nature.

Synonyme : diversité biologique.

Définition : Diversité des organismes vivants, qui s'apprécie en considérant la diversité des espèces, celle des gènes au sein de chaque espèce, ainsi que l'organisation et la répartition des écosystèmes.

Note : Le maintien de la biodiversité est une composante essentielle du développement durable.

Voir aussi : développement durable.

Équivalent étranger : biodiversity.

changement climatique

Domaine : Environnement.

Définition : Variation du climat due à des facteurs naturels ou humains.

Voir aussi : changement climatique anthropique.

Équivalent étranger : climate change.

changement climatique anthropique

Domaine : Environnement.

Définition : Évolution du climat venant s'ajouter à ses variations naturelles, qui est attribuée aux émissions de gaz à effet de serre engendrées par les activités humaines, et altérant la composition de l'atmosphère de la planète.

Note :

1. On désigne souvent le « changement climatique anthropique » par la forme abrégée « changement climatique ».
2. Les phénomènes actuellement observés et faisant l'objet de prévisions sont en particulier l'élévation du niveau des mers, la modification des régimes de précipitations qui entraîne sécheresses et inondations accrues, ou la multiplication à l'échelle régionale de manifestations climatiques extrêmes (tempêtes, ouragans et canicules).

Voir aussi : changement climatique.

Équivalent étranger : anthropogenic climate change, man-made climate change.

compostage, n.m.

Domaine : Environnement/Déchets.

Définition : Traitement biologique de déchets organiques par fermentation aérobie permettant d'obtenir du compost.

Note : Le terme « compostage » désigne, dans son acception première, l'amendement des terres à l'aide de compost.

Équivalent étranger : composting.

développement durable

Domaine : Tous domaines.

Définition : Politique de développement qui s'efforce de concilier la protection de l'environnement, l'efficacité économique et la justice sociale, en vue de répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire les leurs.

Note :

1. Le développement durable est une finalité dont la réalisation peut faire l'objet de différentes stratégies.

2. Le développement durable peut concerner les activités d'une entité territoriale aussi bien que celles d'une entreprise ou d'un groupe social.

Équivalent étranger : sustainable development.

diversité biologique

Domaine : Environnement-Sciences de la nature.

Voir : biodiversité.

étude de dangers

Domaine : Environnement/Risques.

Définition : Étude précisant l'ensemble des risques auxquels se trouvent exposés, lors d'un accident d'origine interne ou externe, les personnes et les biens situés à l'intérieur ou à proximité d'une installation, ainsi que les dommages qui en résultent pour l'environnement.

Note : L'étude de dangers identifie les sources de dangers et expose les scénarios d'accident. Elle comporte une analyse des mesures propres à réduire la probabilité et les conséquences des accidents.

Équivalent étranger : safety report.

principe de participation

Domaine : Environnement.

Définition : Principe selon lequel le corps social est pleinement associé à l'élaboration de projets et de décisions publics ayant une incidence sur l'environnement, et dispose d'une possibilité de recours une fois la décision prise.

Équivalent étranger : participation principle.

principe de précaution

Domaine : Environnement.

Définition : Principe selon lequel l'éventualité d'un dommage susceptible d'affecter l'environnement de manière grave et irréversible appelle, malgré l'absence de certitudes scientifiques sur les risques encourus, la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et l'adoption de mesures provisoires et proportionnées au dommage envisagé.

Note : Le « principe de précaution » doit être distingué du « principe de prévention », qui s'applique exclusivement aux risques avérés.

Voir aussi : principe de prévention.

Équivalent étranger : precautionary principle, Vorsorgeprinzip (All.).

principe de prévention

Domaine : Environnement.

Définition : Principe selon lequel il est nécessaire d'éviter ou de réduire les dommages liés aux risques avérés d'atteinte à l'environnement, en agissant en priorité à la source et en recourant aux meilleures techniques disponibles.

Voir aussi : principe de précaution.

Équivalent étranger : prevention principle.

principe du pollueur-payeur

Abréviation : P.P.P.

Domaine : Environnement.

Définition : Principe, à l'origine de dispositions juridiques, selon lequel les frais engagés pour prévenir, réduire ou combattre une pollution ou toute autre atteinte à l'environnement sont à la charge de celui qui en est reconnu responsable.

Équivalent étranger : pay as you pollute principle, polluter pays principle (P.P.P.).

recupération des déchets

Domaine : Environnement/Déchets.

Définition : Opération de collecte et de tri des déchets, en vue du réemploi ou du recyclage de produits et de matériaux.

Voir aussi : recyclage des déchets.

Équivalent étranger : waste recovery.

recyclage des déchets

Domaine : Environnement/Déchets.

Définition : Ensemble des techniques de transformation des déchets après récupération, visant à en réintroduire tout ou partie dans un cycle de production.

Voir aussi : récupération des déchets.

Équivalent étranger : waste recycling.

réduction des déchets

Domaine : Environnement/Déchets.

Définition : Ensemble des mesures et des actions qui, de la conception à la distribution d'un produit, visent à réduire la diversité, la quantité et la nocivité des déchets.

Équivalent étranger : waste prevention.

résilience, n.f.

Domaine : Environnement.

Définition : Capacité d'un écosystème à résister et à survivre à des altérations ou à des perturbations affectant sa structure ou son fonctionnement, et à trouver, à terme, un nouvel équilibre.

Équivalent étranger : resilience.

risque majeur

Domaine : Environnement/Risques.

Définition : Possibilité que se produise un évènement naturel ou technique spécifique ayant des conséquences graves pour les populations ou sur l'environnement.

Équivalent étranger : major risk.

stabilisation des déchets

Domaine : Environnement/Déchets.

Définition : Traitement qui empêche la dissolution et la dissémination des composés nocifs, toxiques ou polluants présents dans les déchets et tend à réduire le plus possible leurs effets dommageables sur l'environnement.

Équivalent étranger : waste inerting.

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
anthropogenic climate change, man-made climate change.	Environnement.	changement climatique anthropique.
biodegradability.	Environnement.	biodégradabilité , n.f.
biodegradable.	Environnement.	biodegradable , adj.
biodegradable waste.	Environnement/Déchets.	déchet biodégradable.
biodiversity.	Environnement-Sciences de la nature.	biodiversité , n.f., diversité biologique.
climate change.	Environnement.	changement climatique.
composting.	Environnement/Déchets.	compostage , n.m.
major risk.	Environnement/Risques.	risque majeur.
man-made climate change, anthropogenic climate change.	Environnement.	changement climatique anthropique.
participation principle.	Environnement.	principe de participation.
pay as you pollute principle, polluter pays principle (PPP).	Environnement.	principe du pollueur-payeur (PPP).
precautionary principle, Vorsorgeprinzip (All.).	Environnement.	principe de précaution.
prevention principle.	Environnement.	principe de prévention.
resilience.	Environnement.	résilience , n.f.
safety report.	Environnement/Risques.	étude de dangers.
sustainable development.	Tous domaines.	développement durable.
Vorsorgeprinzip (All.), precautionary principle.	Environnement.	principe de précaution.
waste inerting.	Environnement/Déchets.	stabilisation des déchets.
waste prevention.	Environnement/Déchets.	réduction des déchets.
waste recovery.	Environnement/Déchets.	recupération des déchets.
waste recycling.	Environnement/Déchets.	recyclage des déchets.

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.

(2) Les termes en caractères **gras** se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
biodégradabilité , n.f.	Environnement.	biodegradability.
biodégradable , adj.	Environnement.	biodegradable.
biodiversité , n.f., diversité biologique .	Environnement-Sciences de la nature.	biodiversity.
changement climatique .	Environnement.	climate change.
changement climatique anthropique .	Environnement.	anthropogenic climate change, man-made climate change.
compostage , n.m.	Environnement/Déchets.	composting.
déchet biodégradable.	Environnement/Déchets.	biodegradable waste.
développement durable .	Tous domaines.	sustainable development.
diversité biologique , biodiversité , n.f.	Environnement-Sciences de la nature.	biodiversity.
étude de dangers .	Environnement/Risques.	safety report.
principe de participation .	Environnement.	participation principle.
principe de précaution .	Environnement.	precautionary principle, Vorsorgeprinzip (All.).
principe de prévention .	Environnement.	prevention principle.
principe du pollueur-payeur (P.P.P.) .	Environnement.	pay as you pollute principle, polluter pays principle (PPP).
recupération des déchets .	Environnement/Déchets.	waste recovery.
recyclage des déchets .	Environnement/Déchets.	waste recycling.
réduction des déchets .	Environnement/Déchets.	waste prevention.
résilience , n.f.	Environnement.	resilience.
risque majeur .	Environnement/Risques.	major risk.
stabilisation des déchets .	Environnement/Déchets.	waste inerting.
(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).		
(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.		

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire des activités postales

NOR : CTNX0908578K

RLR : 104-7

liste du 22-4-2009 - J.O. du 22-4-2009

MCC

I - Termes et définitions

centre de tri

Domaine : Activités postales.

Définition : Plateforme centrale où convergent les objets postaux pour être triés rapidement, avant d'être acheminés vers leur destination finale.

Équivalent étranger : hub, sorting center.

clé de dédoublonnage

Domaine : Activités postales.

Définition : Identifiant alphanumérique qui facilite le dédoublonnage d'un fichier d'adresses par un traitement informatique.

Note : La clé de dédoublonnage est une combinaison pertinente d'un nombre réduit de symboles alphanumériques choisis dans le nom et l'adresse d'un destinataire.

Voir aussi : dédoublonnage.

Équivalent étranger : matchcode.

courrier en nombre

Domaine : Activités postales.

Voir : envoi en nombre.

dédoublonnage, n.m.

Domaine : Activités postales.

Définition : Opération visant à supprimer dans un même fichier des adresses redondantes ou doublons d'un même destinataire.

Note : Lorsque le dédoublonnage est réalisé sur deux fichiers d'adresses regroupés, on utilise le terme «déduplication».

Équivalent étranger : merge and purge, merge purge.

entreprise de publipostage

Domaine : Activités postales-Communication/Publicité.

Définition : Prestataire de service qui assure, en amont de la distribution postale, la conception, la réalisation, l'adressage et le routage de messages publicitaires, ainsi que la gestion des réponses.

Note : Dans le langage professionnel, on trouve le terme «ensemblier».

Équivalent étranger : letter shop, lettershop.

envoi en nombre

Domaine : Activités postales.

Synonyme : courrier en nombre.

Définition : Envoi postal effectué en de multiples exemplaires par un même expéditeur, qui peut ainsi bénéficier de conditions commerciales avantageuses consenties par les prestataires de services postaux ; par extension, le courrier ainsi expédié.

Équivalent étranger : bulk mail.

fichier d'adresses

Domaine : Activités postales.

Définition : Fichier comprenant les noms et adresses de destinataires de publipostage, qui peut être loué par des émetteurs de courrier ou faire l'objet d'un échange.

Équivalent étranger : mailing list.

messagerie, n.f.

Domaine : Activités postales.

Définition : Service d'acheminement, de distribution et de livraison de lettres, de documents et de colis, en dehors des tournées régulières.

Note : Selon les délais de distribution, la messagerie est dite «express» ou «rapide».

Équivalent étranger : parcel delivery.

multipostage, n.m.

Domaine : Activités postales-Communication/Publicité.

Voir : publipostage groupé.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du Journal officiel du 22 septembre 2000.

partage de prestations

Domaine : Activités postales.

Définition : Répartition entre plusieurs prestataires de services de tout ou partie des activités postales, à l'exception de la distribution.

Équivalent étranger : worksharing.

publipostage groupé

Domaine : Activités postales-Communication/Publicité.

Synonyme : multipostage, n.m.

Définition : Regroupement d'offres de produits ou de services par différents annonceurs.

Voir aussi : message publiposté, publipostage.

Équivalent étranger : bus mailing.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « multipostage » au Journal officiel du 22 septembre 2000.

suivi, n.m.

Domaine : Activités postales-Transports.

Définition : Vérification de l'acheminement des objets postaux, qui s'appuie sur leur identification à partir de méthodes numériques.

Note : On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « traçage ».

Équivalent étranger : track and trace, tracking and tracing.

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
bulk mail.	Activités postales.	envoi en nombre, courrier en nombre.
bus mailing.	Activités postales-Communication/Publicité.	publipostage groupé, multipostage, n.m.
hub, sorting center.	Activités postales.	centre de tri.
letter shop, lettershop.	Activités postales-Communication/Publicité.	entreprise de publipostage.
mailing list.	Activités postales.	fichier d'adresses.
matchcode.	Activités postales.	clé de dédoublonnage.
merge and purge, merge purge.	Activités postales.	dédoublonnage, n.m.
parcel delivery.	Activités postales.	messagerie, n.f.
sorting center, hub.	Activités postales.	centre de tri.
track and trace, tracking and tracing.	Activités postales-Transports.	suivi, n.m.
worksharing.	Activités postales.	partage de prestations.

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.
(2) Les termes en caractères **gras** se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
centre de tri.	Activités postales.	hub, sorting center.
clé de dédoublonnage.	Activités postales.	matchcode.
courrier en nombre, envoi en nombre.	Activités postales.	bulk mail.
dédoublonnage , n.m.	Activités postales.	merge and purge, merge purge.
entreprise de publipostage.	Activités postales-Communication/Publicité.	letter shop, lettershop.
envoi en nombre, courrier en nombre.	Activités postales.	bulk mail.
fichier d'adresses.	Activités postales.	mailing list.
messagerie , n.f.	Activités postales.	parcel delivery.
multipostage , n.m., publipostage groupé.	Activités postales-Communication/Publicité.	bus mailing.
partage de prestations.	Activités postales.	worksharing.
publipostage groupé, multipostage , n.m.	Activités postales-Communication/Publicité.	bus mailing.
suivi , n.m.	Activités postales-Transports.	track and trace, tracking and tracing.
(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions). (2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.		

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire général et vocabulaire des transports

NOR : CTNX0908579K

RLR : 104-7

liste du 22-4-2009 - J.O. du 22-4-2009

MCC

Vocabulaire général

I - Termes et définitions

gestion de l'archivage

Domaine : Tous domaines.

Définition : Organisation et contrôle de la constitution, de la sélection, de la conservation et de la destination finale des documents d'une administration, d'une entreprise ou d'un organisme.

Équivalent étranger : records management.

gouvernance, n.f.

Domaine : Tous domaines.

Définition : Manière de concevoir et d'exercer l'autorité à la tête d'une entreprise, d'une organisation, d'un État.

Note : La gouvernance s'apprécie non seulement en tenant compte du degré d'organisation et d'efficacité, mais aussi et surtout d'après des critères tels que la transparence, la participation, et le partage des responsabilités.

Voir aussi : gouvernement de l'entreprise.

Équivalent étranger : governance.

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
governance.	Tous domaines.	gouvernance, n.f.
records management.	Tous domaines.	gestion de l'archivage.

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.
(2) Les termes en caractères **gras** se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
gestion de l'archivage.	Tous domaines.	records management.
gouvernance, n.f.	Tous domaines.	governance.

(1) Les termes en caractères **gras** se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).
(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.

Vocabulaire des transports

I - Termes et définitions

navette d'équipage

Domaine : Pétrole et gaz-Transports/Transport maritime.

Voir : navette de relève.

navette de relève

Forme abrégée : navette, n.f.

Domaine : Pétrole et gaz-Transports/Transport maritime.

Synonyme : navette d'équipage.

Définition : Navire qui sert principalement au transport rapide de personnel vers les plateformes pétrolières ou vers d'autres installations au large.

Équivalent étranger : crew-boat, crewboat, surfer.

télépéage ouvert

Abréviation : T.P.O.

Domaine : Transports.

Définition : Péage à distance, sans barrière et équipé d'un système électromagnétique, grâce auquel les véhicules peuvent passer sans ralentir.

Note : Le télépéage ouvert, qui n'oblige pas à marquer l'arrêt, constitue un progrès par rapport au télépéage traditionnel, qui, même s'il n'exige aucune action du conducteur, nécessite l'ouverture d'une barrière.

Équivalent étranger : free flow, free flow toll.

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
crew-boat, crewboat, surfer.	Pétrole et gaz- Transports/Transport maritime.	navette de relève, navette, n.f., navette d'équipage.
free flow, free flow toll.	Transports.	télépéage ouvert (T.P.O.).

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.
(2) Les termes en caractères **gras** se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
navette de relève, navette, n.f., navette d'équipage.	Pétrole et gaz- Transports/Transport maritime.	crew-boat, crewboat, surfer.
télépéage ouvert (T.P.O.).	Transports.	free flow, free flow toll.

(1) Les termes en caractères **gras** se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).
(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire du pétrole et du gaz

NOR : CTNX0906374K

RLR : 104-7

liste du 25-4-2009 - J.O. du 25-4-2009

MCC

I - Termes et définitions

allothermique, adj.

Domaine : Chimie/Thermodynamique.

Antonyme : autothermique, adj.

Définition : Se dit d'une réaction chimique qui doit être entretenue à l'aide d'une source de chaleur extérieure.

Équivalent étranger : allothermal, allothermic.

bouillie, n.f.

Domaine : Pétrole et Gaz.

Définition : Suspension épaisse d'un matériau insoluble dans un liquide.

Équivalent étranger : slurry.

bouquet énergétique

Domaine : Pétrole et Gaz/Économie.

Définition : Répartition, généralement exprimée en pourcentages, des énergies primaires dans la consommation d'un pays, d'une collectivité, d'une industrie.

Équivalent étranger : energy mix.

châssis mobile

Domaine : Pétrole et Gaz/Forage-Production.

Définition : Châssis sur lequel sont installés divers équipements et qui repose généralement sur des patins, de manière à faciliter les déplacements.

Équivalent étranger : skid.

dénox, n.m. (langage professionnel)

Domaine : Pétrole et Gaz/Raffinage.

Synonyme : élimination des oxydes d'azote.

Définition : Ensemble des traitements mis en œuvre pour éliminer tout ou partie des oxydes d'azote (NOx) contenus dans les effluents gazeux issus d'une combustion ou d'un procédé chimique.

Voir aussi : désox.

Équivalent étranger : DeNOx.

désox, n.m. (langage professionnel)

Domaine : Pétrole et Gaz/Raffinage.

Synonyme : élimination des oxydes de soufre.

Définition : Ensemble des traitements mis en œuvre pour éliminer tout ou partie des oxydes de soufre (SOx) contenus dans les effluents gazeux issus d'une combustion ou d'un procédé chimique.

Voir aussi : dénox.

Équivalent étranger : DeSOx.

élimination des oxydes d'azote

Domaine : Pétrole et Gaz/Raffinage.

Voir : dénox.

élimination des oxydes de soufre

Domaine : Pétrole et Gaz/Raffinage.

Voir : désox.

engagement d'achat ferme

Forme abrégée : achat ferme.

Domaine : Finances-Pétrole et Gaz/Économie.

Définition : Clause d'un contrat d'achat à long terme, par laquelle l'acheteur s'engage à payer, à un prix généralement fixé, une certaine quantité de gaz ou de produits pétroliers dont le fournisseur lui garantit la disponibilité, qu'il prenne ou non livraison de celle-ci.

Note : Un engagement d'achat ferme peut porter également sur la fourniture de services liés à la logistique.

Équivalent étranger : take-or-pay, take-or-pay agreement, take-or-pay clause.

forage à long déport

Abréviation : FLD.

Domaine : Pétrole et Gaz/Forage.

Définition : Forage de grande longueur permettant l'exploitation de réservoirs situés horizontalement à grande distance de la tête de puits.

Voir aussi : tête de puits.

Équivalent étranger : extended-reach drilling (E.R.D.), long-reach drilling.

forage en sous-pression

Domaine : Pétrole et Gaz/Forage.

Définition : Forage caractérisé par une pression du fluide de forage inférieure à celle des fluides présents dans la formation géologique.

Équivalent étranger : underbalanced drilling (U.B.D.).

fosse de protection

Domaine : Pétrole et Gaz/Forage-Production.

Définition : Excavation creusée dans un fond marin pour recevoir les installations de forage ou de production, qui sont ainsi protégées du passage des icebergs.

Équivalent étranger : glory hole.

gaz délaissé

Domaine : Pétrole et Gaz/Production.

Définition : Réserve de gaz naturel qui, pour des raisons techniques ou économiques, n'est pas exploitée.

Équivalent étranger : stranded gas.

gaz de réservoir compact

Domaine : Pétrole et Gaz/Production.

Définition : Gaz naturel qui est difficile à extraire de la roche dans laquelle il est confiné, en raison de la faible perméabilité de celle-ci.

Équivalent étranger : tight formation gas, tight gas.

ingénierie de base

Domaine : Tous domaines.

Définition : Ensemble des activités de conception et d'étude technique d'un projet.

Note : Dans la mise en œuvre d'un projet, l'«ingénierie de base» précède l'«ingénierie de détail».

Voir aussi : ingénierie de détail.

Équivalent étranger : front-end engineering design (F.E.E.D.).

ingénierie de détail

Domaine : Tous domaines.

Définition : Ensemble des activités consistant à définir les techniques et les procédures pratiques nécessaires à la mise en service d'une installation industrielle.

Voir aussi : ingénierie de base.

Équivalent étranger : –

maintien de l'écoulement

Domaine : Pétrole et Gaz/Production.

Définition : Ensemble des procédés et des traitements qui assurent l'écoulement du pétrole ou du gaz, selon les besoins de l'exploitation d'un puits.

Équivalent étranger : flow assurance (F.A.).

mélange en aveugle

Domaine : Pétrole et Gaz/Raffinage.

Définition : Mélange de carburants liquides de nature différente, effectué sans prendre en compte l'incidence de l'opération sur les propriétés physicochimiques du produit ainsi obtenu.

Équivalent étranger : splash blending.

méthane houiller

Domaine : Pétrole et Gaz/Production.

Définition : Gaz naturel extrait des gisements houillers.

Équivalent étranger : coal-bed gas, coal-bed methane (C.B.M.).

pic gazier

Domaine : Pétrole et Gaz/Production.

Définition : Maximum atteint par la production mondiale de gaz naturel, au-delà duquel celle-ci décroît faute de réserves exploitables.

Voir aussi : pic pétrolier.

Équivalent étranger : peak gas.

pic pétrolier

Domaine : Pétrole et Gaz/Production.

Définition : Maximum atteint par la production mondiale de pétrole, au-delà duquel celle-ci décroîtrait faute de réserves exploitables.

Voir aussi : pic gazier.

Équivalent étranger : peak oil.

procédé de la biomasse transformée en liquide (langage professionnel)

Forme abrégée : procédé B.T.L. (langage professionnel).

Domaine : Pétrole et Gaz/Raffinage.

Voir : procédé de transformation de la biomasse en liquide.

procédé de transformation de la biomasse en liquide

Domaine : Pétrole et Gaz/Raffinage.

Synonyme : procédé de la biomasse transformée en liquide (langage professionnel), procédé BTL (langage professionnel).

Définition : Procédé de synthèse d'hydrocarbures liquides à partir de produits de la biomasse.

Note : Dans le langage professionnel, on parle de « carburant B.T.L. » pour désigner le combustible obtenu à partir du «procédé B.T.L.».

Voir aussi : procédé de transformation du charbon en liquide, procédé de transformation du gaz en liquide.

Équivalent étranger : biomass-to-liquid process, B.T.L. process.

programme de cession de gaz

Domaine : Pétrole et Gaz/Économie.

Définition : Programme en vertu duquel des volumes de gaz achetés sous contrat peuvent, à terme, être mis à la disposition de nouveaux opérateurs du marché.

Note : Un tel programme est généralement conclu aux enchères ou par négociations de gré à gré.

Équivalent étranger : gas release program.

proportion d'eau

Domaine : Pétrole et Gaz/Production-Raffinage.

Définition : Rapport entre le volume de l'eau contenue dans un mélange d'huile, d'eau et de gaz, et le volume liquide total de ce mélange.

Équivalent étranger : water cut.

puits monodiamètre

Domaine : Pétrole et Gaz/Forage.

Définition : Puits dont le diamètre est constant sur toute sa longueur.

Équivalent étranger : monobore well, monodiameter well.

recupération assistée du pétrole

Abréviation : RAP.

Domaine : Pétrole et Gaz/Production.

Définition : Ensemble des techniques destinées à accroître la quantité d'hydrocarbures extraits d'un gisement.

Équivalent étranger : enhanced oil recovery (E.O.R.).

secteur intermédiaire

Domaine : Pétrole et Gaz.

Définition : Secteur qui prend en charge les traitements préliminaires du pétrole et son transport vers les raffineries.

Équivalent étranger : midstream, midstream sector.

sismique répétitive

Domaine : Pétrole et Gaz/Production.

Définition : Succession de levés sismiques bidimensionnels ou tridimensionnels effectués en un même site au-dessus d'un gisement, de manière à observer les déplacements éventuels des fluides dans le sous-sol.

Note : S'agissant de levés tridimensionnels, on parle aussi, dans le langage professionnel, de «sismique 4D», le temps constituant la quatrième dimension.

Équivalent étranger : time-lapse seismic.

système d'amarrage à tourelle

Domaine : Pétrole et Gaz/Forage-Production.

Définition : Système d'amarrage pivotant permettant aux embarcations de s'orienter librement, de façon à offrir une moindre résistance aux courants ou aux glaces flottantes.

Équivalent étranger : turret, turret-moored system, turret-mooring system.

vibrations induites par vortex (langage professionnel)

Abréviation : V.I.V. (langage professionnel).

Domaine : Pétrole et Gaz/Forage-Production.

Définition : Vibrations engendrées par les lâchers de tourbillons dans le sillage d'un obstacle.

Note : Les vibrations induites par vortex s'observent en particulier autour des structures flottantes et des colonnes de production.

Équivalent étranger : vortex-induced vibrations (V.I.V.).

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
allothermal, allothermic.	Chimie/Thermodynamique.	allothermique , adj.
biomass-to-liquid process, BTL. process.	Pétrole et Gaz/Raffinage.	procédé de transformation de la biomasse en liquide, procédé de la biomasse transformée en liquide (langage professionnel), procédé BTL (langage professionnel).
coal-bed gas, coal-bed methane (CBM).	Pétrole et Gaz/Production.	méthane houiller .
DeNOx.	Pétrole et Gaz/Raffinage.	dénox , n.m. (langage professionnel), élimination des oxydes d'azote .
DeSOx.	Pétrole et Gaz/Raffinage.	désox , n.m. (langage professionnel), élimination des oxydes de soufre .
energy mix.	Pétrole et Gaz/Économie.	bouquet énergétique .
enhanced oil recovery (EOR).	Pétrole et Gaz/Production.	récupération assistée du pétrole (R.A.P.) .
extended-reach drilling (ERD), long-reach drilling.	Pétrole et Gaz/Forage.	forage à long déport (FLD) .
floating production, storage and offloading unit, FPSO. unit (FPSO).	Pétrole et Gaz/Production.	unité flottante de production, de stockage et d'expédition, unité FPSE.
flow assurance (FA).	Pétrole et Gaz/Production.	maintien de l'écoulement.
front-end engineering design (FEED).	Tous domaines.	ingénierie de base .
gas release program.	Pétrole et Gaz/Économie.	programme de cession de gaz .
glory hole.	Pétrole et Gaz/Forage-Production.	fosse de protection .
long-reach drilling, extended-reach drilling (ERD).	Pétrole et Gaz/Forage.	forage à long déport (FLD) .
midstream, midstream sector.	Pétrole et Gaz.	secteur intermédiaire .
monobore well, monodiameter well.	Pétrole et Gaz/Forage.	puits monodiamètre .
peak gas.	Pétrole et Gaz/Production.	pic gazier .
peak oil.	Pétrole et Gaz/Production.	pic pétrolier .
skid.	Pétrole et Gaz/Forage-Production.	châssis mobile .
slurry.	Pétrole et Gaz.	bouillie , n.f.
splash blending.	Pétrole et Gaz/Raffinage.	mélange en aveugle .
stranded gas.	Pétrole et Gaz/Production.	gaz délaissé .
take-or-pay, take-or-pay agreement, take-or-pay clause.	Finances-Pétrole et Gaz/Économie.	engagement d'achat ferme, achat ferme .
tight formation gas, tight gas.	Pétrole et Gaz/Production.	gaz de réservoir compact .
time-lapse seismic.	Pétrole et Gaz/Production.	sismique répétitive .
turret, turret-moored system, turret-mooring system.	Pétrole et Gaz/Forage-Production.	système d'amarrage à tourelle .
underbalanced drilling (UBD).	Pétrole et Gaz/Forage.	forage en sous-pression .
vortex-induced vibrations (VIV).	Pétrole et Gaz/Forage-Production.	vibrations induites par vortex (langage professionnel) (VIV) (langage professionnel).
water cut.	Pétrole et Gaz/Production-Raffinage.	proportion d'eau .

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.

(2) Les termes en caractères **gras** se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B - Termes français (1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions). (2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
achat ferme, engagement d'achat ferme.	Finances-Pétrole et Gaz/Économie.	take-or-pay, take-or-pay agreement, take-or-pay clause.
allothermique , adj.	Chimie/Thermodynamique.	allothermal, allothermic.
bouillie , n.f.	Pétrole et Gaz.	slurry.
bouquet énergétique.	Pétrole et Gaz/Économie.	energy mix.
châssis mobile.	Pétrole et Gaz/Forage-Production.	skid.
dénox , n.m. (langage professionnel), élimination des oxydes d'azote.	Pétrole et Gaz/Raffinage.	DeNOx.
désox , n.m. (langage professionnel), élimination des oxydes de soufre.	Pétrole et Gaz/Raffinage.	DeSOx.
élimination des oxydes d'azote, dénox , n.m. (langage professionnel).	Pétrole et Gaz/Raffinage.	DeNOx.
élimination des oxydes de soufre, désox , n.m. (langage professionnel).	Pétrole et Gaz/Raffinage.	DeSOx.
engagement d'achat ferme, achat ferme.	Finances-Pétrole et Gaz/Économie.	take-or-pay, take-or-pay agreement, take-or-pay clause.
forage à long déport (FLD).	Pétrole et Gaz/Forage.	extended-reach drilling (ERD), long-reach drilling.
forage en sous-pression.	Pétrole et Gaz/Forage.	underbalanced drilling (UBD).
fosse de protection.	Pétrole et Gaz/Forage-Production.	glory hole.
gaz délaissé.	Pétrole et Gaz/Production.	stranded gas.
gaz de réservoir compact.	Pétrole et Gaz/Production.	tight formation gas, tight gas.
ingénierie de base.	Tous domaines.	front-end engineering design (FEED).
ingénierie de détail.	Tous domaines.	–
maintien de l'écoulement.	Pétrole et Gaz/Production.	flow assurance (FA).
mélange en aveugle.	Pétrole et Gaz/Raffinage.	splash blending.
méthane houiller.	Pétrole et Gaz/Production.	coal-bed gas, coal-bed methane (CBM).
pic gazier.	Pétrole et Gaz/Production.	peak gas.
pic pétrolier.	Pétrole et Gaz/Production.	peak oil.
procédé de transformation de la biomasse en liquide, procédé de la biomasse transformée en liquide (langage professionnel), procédé BTL (langage professionnel).	Pétrole et Gaz/Raffinage.	biomass-to-liquid process, BTL process.
programme de cession de gaz.	Pétrole et Gaz/Économie.	gas release program.
proportion d'eau.	Pétrole et Gaz/Production-Raffinage.	water cut.
puits monodiamètre.	Pétrole et Gaz/Forage.	monobore well, monodiameter well.
recupération assistée du pétrole (RAP).	Pétrole et Gaz/Production.	enhanced oil recovery (EOR).
secteur intermédiaire.	Pétrole et Gaz.	midstream, midstream sector.
sismique répétitive.	Pétrole et Gaz/Production.	time-lapse seismic.
système d'amarrage à tourelle.	Pétrole et Gaz/Forage-Production.	turret, turret-moored system, turret-mooring system.
unité flottante de production, de stockage et d'expédition, unité FPSE	Pétrole et Gaz/Production.	floating production, storage and offloading unit, FPSO. unit (FPSO).
vibrations induites par vortex (langage professionnel) (VIV) (langage professionnel).	Pétrole et Gaz/Forage-Production.	vortex-induced vibrations (VIV).

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire de l'économie et des finances

NOR : CTNX0906468K

RLR : 104-7

liste du 19-5-2009 - J.O. du 19-5-2009

MCC

I - Termes et définitions

couverture de défaillance

Domaine : Finances.

Définition : Contrat par lequel un établissement qui a consenti un crédit s'assure, auprès d'un tiers et moyennant le paiement d'une prime généralement annuelle, contre le défaut de remboursement de ce crédit.

Note : Les deux parties sont appelées réciproquement «acheteur de protection» et «vendeur de protection».

Équivalent étranger : credit default swap (CDS), default swap.

économie caritative

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Ensemble d'activités économiques ayant pour fin ou pour moyen l'action humanitaire ou charitable.

Équivalent étranger : charity business.

pôle de compétitivité

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Regroupement, sur un territoire donné, d'entreprises, de centres de recherche et d'établissements de formation, qui travaillent ensemble pour favoriser l'émergence de produits, procédés ou services novateurs.

Équivalent étranger : competitiveness cluster.

II - Table d'équivalence

A - Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
charity business.	Économie et gestion d'entreprise.	économie caritative.
competitiveness cluster.	Économie et gestion d'entreprise.	pôle de compétitivité.
credit default swap (CDS), default swap.	Finances.	couverture de défaillance.
(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).		

B - Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
couverture de défaillance.	Finances.	credit default swap (CDS), default swap.
économie caritative.	Économie et gestion d'entreprise.	charity business.
pôle de compétitivité.	Économie et gestion d'entreprise.	competitiveness cluster.
(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions). (2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.		

Enseignement supérieur et recherche

Diplôme des métiers d'art

Définition et conditions de délivrance de certaines spécialités de diplôme des métiers d'art

NOR : ESRS0906077A

RLR : 549-8a

arrêté du 8-4-2009 - J.O. du 2-5-2009

ESR - DGESIP

Vu décret n° 87-347 du 21-5-1987 modifié; arrêté du 7-7-1987 ; arrêté du 16-7-1987 ; arrêté du 17-7-1987 ; arrêté du 16-7-1991 ; arrêté du 11-7-1996 ; arrêté du 30-7-1998 ; arrêté du 27-8-1998 ; arrêté du 31-5-2000 ; arrêté du 5-7-2001 ; arrêté du 9-7-2002 ; arrêté du 9-5-2007 ; arrêté du 19-6-2007 ; avis de la commission professionnelle consultative des arts appliqués du 17-12-2008 ; avis du CNESER du 16-3-2009 ; avis du CSE du 26-3-2009

Article 1 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 7 juillet 1987 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « habitat » figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 16 juillet 1987 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « décor architectural » figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Article 3 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 17 juillet 1987 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « textiles et céramiques » figurant en annexe 3 du présent arrêté.

Article 4 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 16 juillet 1991 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « costumier-réalisateur » figurant en annexe 4 du présent arrêté.

Article 5 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 11 juillet 1996 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « horlogerie » figurant en annexe 5 du présent arrêté.

Article 6 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 30 juillet 1998 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « arts graphiques » figurant en annexe 6 du présent arrêté.

Article 7 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 27 août 1998 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « cinéma d'animation » figurant en annexe 7 du présent arrêté.

Article 8 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 31 mai 2000 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « lutherie » figurant en annexe 8 du présent arrêté.

Article 9 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 5 juillet 2001 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « art du bijou et du joyau » figurant en annexe 1* du présent arrêté.

Article 10* - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 9 juillet 2002 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « régie de spectacle » figurant en annexe 9 du présent arrêté.

Article 11 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 9 mai 2007 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « habitat » option restauration de mobilier, figurant en annexe 10 du présent arrêté.

Article 12 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 19 juin 2007 portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « décor architectural » option art du verre et du cristal, figurant en annexe 11 du présent arrêté.

Article 13 - Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la rentrée 2009.

Article 14 - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 avril 2009

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et par délégation,

Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle
Patrick Hetzel

* Ces mentions sont erronées. Elles sont corrigées par l'arrêté du 19 mai 2009, paru au Journal officiel du 12 juin 2009, qui figure dans ce même numéro du Bulletin officiel.

Annexe 1

Diplôme des Métiers d'Art						Habitat					
Option :						Décors et mobiliers Ornements et objets					
DMA1						DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1				Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine artistique						Domaine artistique					
	UE 1	Expression plastique	7,5	7,5	15		UE 5	Expression plastique	7,5	7,5	15
		Arts, techniques, civilisations						Arts, techniques, civilisations			
		Composition d'art appliqué						Composition d'art appliqué			
Total domaine artistique			7,5	7,5	15	Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine général						Domaine général					
	UE2	Français	5,5	5,5	11		UE 6	Français	6	6	12
		Langue vivante						Langue vivante			
		Sciences appliquées						Sciences appliquées			
	UE 3	Économie et gestion	2	2	4		UE 7	Économie et gestion	1,5	1,5	3
Total domaine général			7,5	7,5	15	Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine professionnel						Domaine professionnel					
	UE 4	Atelier de création et de réalisation : Projet expérimental de spécialité	15	9	24		UE 8	Atelier de création et de réalisation : Projet professionnel	9	15	24
		Domaines complémentaires						Stage en entreprise			
		Technologie de spécialité									
Total domaine professionnel			15	15	30	Total domaine professionnel			15	15	30

Annexe 2

Diplôme des Métiers d'Art						Décor architectural					
Toutes options						sauf arts du verre et du cristal					
DMA1						DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1				Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine général						Domaine général					
	UE 1	Français	3	3	6		UE 8	Français	4	4	8
		Langue vivante					UE 9	Économie et gestion			
	UE 2	Économie et gestion	2	2	4						
	UE 7.1	Sciences appliquées	2,5	2,5	5						
Total domaine général			7,5	7,5	15	Total domaine			7,5	7,5	15
Domaine artistique						Domaine artistique					
	UE 3	Expression plastique	2,5	2,5	5		UE 10	Expression plastique	2,5	2,5	5
	UE 4	Arts, techniques, civilisations	2	2	4		UE 11	Arts, techniques, civilisations	2	2	4
	UE 5	Composition d'art appliqué	3	3	6		UE 12	Composition d'art appliqué	3	3	6
Total domaine artistique			7,5	7,5	15	Total domaine			7,5	7,5	15
Domaine professionnel						Domaine professionnel					
	UE 6	Atelier de création et de réalisation : Approfondissement	11	8	19		UE 13	Atelier de création et de réalisation : Projet professionnel	9	15	24
						Ouverture au domaine					
	UE 7.2	Technologie de spécialité	4	1	5						
Total domaine professionnel			15	15	30	Total domaine			15	15	30

Annexe 3

Diplôme des Métiers d'Art						Textiles et céramiques					
Options :						Arts textiles Art de la céralmique artisanale					
DMA1						DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1				Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine général						Domaine général					
	UE 1	Français	4,5	4,5	9		UE 8	Français	6	6	12
		Langue vivante						Langue vivante			
	UE 2	Économie et gestion	3	3	6		UE 9	Économie et gestion	1,5	1,5	3
Total domaine général			7,5	7,5	15	Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine artistique						Domaine artistique					
	UE 3	Expression plastique	2	2	4		UE 10	Expression plastique	2	2	4
	UE 4	Arts, techniques, civilisations	1,5	1,5	3		UE 11	Arts, techniques, civilisations	1,5	1,5	3
	UE 5	Composition d'art appliqué et sciences appliquées	4	4	8		UE 12	Composition d'art appliqué	4	4	8
Total domaine artistique			7,5	7,5	15	Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine professionnel						Domaine professionnel					
	UE 6	Atelier de création et de réalisation : Approfondissement Technologie de spécialité Études et recherches	13	7	20		UE 13	Atelier de création et de réalisation : Projet professionnel	9	15	24
		UE 7				Spécialités complémentaires		2			
Total domaine professionnel			15	15	30	Total domaine professionnel			15	15	30

Annexe 4

Diplôme des Métiers d'Art

DMA1					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1
Domaine général					
Expression Française Littérature dramatique	UE 3 UE3.1	Orale Écrite Anglais (obligatoire)	3 (2+1)	3 (2+1)	6
Langues vivantes	UE3.2	Option : une langue suppl.			
Sciences appliquées	UE 4	Chimie organique Physique Ostéologie et myologie superficielle	1,5	1,5	3
Total domaine général			4,5	4,5	9
Domaine artistique					
Histoire de l'art et du costume Expression Plastique	UE 1	Étude du modèle vivant Expression Graphique et en volume Travail de la couleur en relation avec la matière Histoire du costume et des styles Étude de leur relation	5	4	9
Histoire du spectacle	UE 2	Connaissance des spectacles et de leurs histoires	2,5	3,5	6
Total domaine artistique			7,5	7,5	15

Costumier Réalisateur

DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine général					
Expression Française Littérature dramatique	UE.11	Orale Écrite	3	3	6
Langues vivantes Anglais obligatoire Option : une langue suppl.	UE.12	Orale Écrite Comprendre un texte et s'exprimer clairement à l'oral et à l'écrit	3	3	6
Économie et gestion	UE.13	L'entreprise et son environnement Éléments d'administration gestion	1	1	2
Législation - Sécurité	UE.14	Législation du travail dans le spectacle	0,5	0,5	1
Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine artistique					
Histoire de l'art et du costume Expression Plastique	UE 9	Modèle nu et habillé Expression Graphique et en volume Travail de la couleur en relation avec la matière Histoire du costume et des styles dans le spectacle	4	4	8
Histoire du spectacle	UE 10	Histoire et sociologie du spectacle	3,5	3,5	7
Total domaine artistique			7,5	7,5	15

Domaine professionnel DMA1						Domaine					
Technologie	UE.5 5.1 5.2	Histoire des matériaux Études technologiques de réalisation	2	1	3	Technologie	UE.15	Histoire des matériaux Études technologiques de réalisation	1,5	-	1,5
Étude et définition des formes par moulage par tracé par transformation Par tracé géométrique assisté ou non par ordinateur	UE.6 6.1 6.2 6.3 6.4	Coupe contemporaine homme et femme Coupe historique Vêtement de dessous Vêtement de dessus femme Vêtement de dessus homme	3	2	5	Étude et définition des formes par moulage par tracé par transformation Par tracé géométrique assisté ou non par ordinateur	UE.16	Coupe contemporaine homme et femme Coupe historique Vêtement de dessous Vêtement de dessus femme Vêtement de dessus homme	3	2	5
Étude et réalisation	UE.7	lingerie vêtement de dessous et/ou dessus	5	3	8	Étude et réalisation	UE.17	lingerie vêtement de dessous	1,5	2	3,5
Étude et réalisation	UE.8	Tailleur Dame - Homme	5	3	8	Étude et réalisation	UE.18	Tailleur Dame - Homme	1,5	2	3,5
						Étude et réalisation	UE.19	Restauration	1,5	3	4,5
						Atelier d'études et réalisations	UE.20	Projet de synthèse Rapport de stage - dossier - réalisation - entretien avec le jury	6		6
Stage en entreprise 2 ^{ème} semestre				6	6	Stage en entreprise 4 ^{ème} semestre				6	6
Total domaine			15	15	30	Total domaine			15	15	30

Annexe 5

Diplôme des Métiers d'Art						Horlogerie					
DMA1						DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1				Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine artistique						Domaine artistique					
	UE 1	Arts, techniques, civilisations	1	1	2		UE 15	Arts, techniques, civilisations	1	1	2
	UE 2	Histoire des techniques liées au arts décoratifs	1	1	2		UE 16	Étude des techniques de création	1	1	2
	UE 3	Thèmes emblématiques	1	1	2		UE 17	Notions d'esthétique	1	1	2
	UE 4	Conception de projet et communication visuelle	1	1	2		UE 18	Étude promotionnelle d'un produit	1	1	2
	UE 5	Dessin de conception et d'application	2,5	2,5	5		UE 19	Dessin de conception du projet professionnel	2,5	2,5	5
	UE 6	Histoire des techniques	1	1	2		UE 20	Histoire des techniques	1	1	2
Total domaine artistique			7,5	7,5	15	Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine général						Domaine général					
	UE 7	Français	2	2	4		UE 21	Français	2	2	4
	UE 8	Langue vivante	2	2	4		UE 22	Langue vivante	2	2	4
	UE 9	Mathématiques	1	1	2		UE 23	Mathématiques	1	1	2
	UE 10	Sciences appliquées	1,5	1,5	3		UE 24	Sciences appliquées	1,5	1,5	3
	UE 11	Économie et gestion	1	1	2		UE 25	Économie et gestion	1	1	2
Total domaine général			7,5	7,5	15	Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine professionnel						Domaine professionnel					
	UE 12	Atelier de création et de réalisation et technologie de spécialité : Travaux sur montres (fabrication)	10	4	14		UE 26	Atelier de création et de réalisation et technologie de spécialité : Travaux sur montres et pendules (réparation, restauration)	15	15	30
	UE 13	Travaux sur pendules (fabrication)	4	2	6						
	UE 14	Réparation, restauration	1	1	2						
	Stage en entreprise			8	8						
Total domaine professionnel			15	15	30	Total domaine professionnel			15	15	30

Annexe 6

Diplôme des Métiers d'Art						Arts Graphiques						
Option :						Gravure, Illustration, reliure-dorure, typographisme						
DMA1						DMA2						
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			
			Sem.1	Sem.2	DMA1				Sem.3	Sem.4	DMA2	
Domaine général						Domaine général						
UE 1	UE 1.1	Français	4	4	8	UE 5	UE 5.1	Français	3	3	6	
	UE 2.2	Langues vivantes	3,5	3,5	7		UE 5.2	Langues vivantes	3	3	6	
Total domaine général			7,5	7,5	15		UE5.3	Economie gestion	1,5	1,5	3	
Total domaine général			7,5	7,5	15	Total domaine général			7,5	7,5	15	
Domaine artistique						Domaine artistique						
UE 2	UE2.1	Expression plastique	3	3	6	UE 6	UE 6.1	Expression Plastique	4	4	8	
	UE 2.2	Arts visuels	3	3	6		UE 6.2	Arts visuels	3,5	3,5	7	
Total domaine artistique			7,5	7,5	15	Total domaine artistique			7,5	7,5	15	
Domaine professionnel						Domaine professionnel						
UE 3	UE3.2	Atelier de création et de réalisation :	8	5	13	UE 7	UE 7	Figures imposées	7	3	10	
	UE 3.3	Laboratoire d'expérimentation graphique	7	5	12		UE 8	UE 8	Projet Professionnel	3	12	15
		Photo						Stage en entreprise			5	
Total domaine professionnel			15	15	30	Total domaine professionnel			15	15	30	

Annexe 7

Diplôme des Métiers d'Art						Cinéma d'animation					
DMA1						DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1				Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine général						Domaine général					
Langues vivantes Expression et communication	UE 1 UE 1.1	Français : - Les typologies de récit. - La maîtrise de la langue écrite. - L'argumentation. - La maîtrise de la langue orale.	6	6	12	Économie et gestion	UE 6	- Système d'information. - Langages économique, mercatique, comptable et juridique. - Notions de techniques quantitatives de gestion.	7,5	7,5	15
	UE1.2	Anglais : - Compréhension et réaction à l'oral - Maîtrise suffisante de l'écrit pour garantir l'adéquation entre la commande et sa réalisation. - Assimilation des champs lexicaux									
Sciences Physiques	UE 2	- techniques de prise de vue et de son. - techniques d'enregistrement et de reproduction.	1,5	1,5	3						
Total domaine général			7,5	7,5	15	Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine artistique						Domaine artistique					
Expression Plastique	UE 3	Techniques d'expressions plastiques : outils, supports, matériaux. - Morphologie humaine, animale, végétale. - Volume (ex : modelage). - Dessin de mémoire. - Représentation conventionnelle de l'image. - Sémantique de l'image	5	5	10	Dossier personnel ((Expression Plastique)	UE.7	- Dessin d'intention. - Décomposition du mouvement. - Représentation de lumières, textures et atmosphère. - Techniques créatives. - Sémantique plastique et iconique. - Représentation conventionnelle et non conventionnelle de l'espace. - Culture plastique et graphique, classique et contemporaine.	3	4,5	7,5
Cinématographie	UE.4	- Environnement historique et culturel. - Rhétorique de langage filmique. - Sémiotique du continuum image / son.	2,5	2,5	5	Dossier de Cinématographie	UE.8	- Méthodes d'analyse. - Centres de ressources documentaires. - Maîtrise du langage spécifique.	4,5	3	7,5
Total domaine artistique			7,5	7,5	15	Total domaine artistique			7,5	7,5	15

Domaine professionnel DMA1					
Technologie de spécialité : -studio de création -studio de fabrication/ technologie	UE.5	- Chaîne de fabrication. - Règles et conventions du métier liées à : <ul style="list-style-type: none"> • la préparation. • la fabrication. • le tournage d'un produit d'animation. - Langages de l'animation : <ul style="list-style-type: none"> • Analyse de mouvements. • Rythmes. • Possibilités expressives de l'animation. -Traitements graphiques du dessin d'animation : <ul style="list-style-type: none"> • Roughs. • Rendus et gestion des travaux. - Notions budgétaires liées à la fabrication d'un produit et optimisation des moyens.	10	10	20
Studio d'infographie 2D / 3D		- Techniques du banc-titre et d'intégration numérique. - Notions de technologies cinématographiques et vidéographiques. - Notions de synchronisation du son - Fonctionnement et structures de studios de cinéma d'animation. - Contraintes et conventions liées au milieu professionnel. - Chaîne de fabrication. - Méthodes et procédures dans la manipulation des logiciels. - Notions et procédures de travail dans l'environnement 3D. - Notions de montage. - Possibilités créatrices et de production de l'outil. - Notions de gestion et de maintenance.			
Enseignements facultatifs	Studio de montage et son	2,5	2,5	5	
	Langue vivante 2	2,5	2,5	5	
Total domaine professionnel		15	15	30	

Domaine professionnel DMA 2					
Projet Professionnel	UE.9	- Expression française. - Expression anglaise. - Écriture et adaptation de scénarios. - Langages cinématographiques. - Découpage et story-board - Techniques d'expression plastique	8	6	17
Synthèse de connaissances et de compétences acquises dans les différentes disciplines.		- Techniques et technologies du dessin d'animation. - Notions de montage et de mixage. - Contraintes et conventions liées à la production.			
Studio d'infographie 2D / 3D				3	
Rapport de stage				5	5
Enseignements facultatifs	Studio de montage et son				
	Langue vivante 2	1	1	2	
Stage en entreprise 3 ^{ème} semestre (de 4 à 6 semaines)		6		6	
Total domaine professionnel		15	15	30	

Annexe 8

Diplôme des Métiers d'Art						Lutherie					
DMA1						DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1				Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine général						Domaine général					
	UE 1	Français	2,5	2,5	5		UE 9	Français	2,5	2,5	5
	UE 2	Langue vivante	2,5	2,5	5		UE 10	Langue vivante	2,5	2,5	5
	UE 3	Sciences appliquées	2,5	2,5	5		UE 11	Économie et gestion	2,5	2,5	5
Total domaine général			7,5	7,5	15	Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine artistique						Domaine artistique					
	UE 4	Représentation en dessin et volume et arts appliqués	3	3	6		UE 12	Représentation en dessin et volume et arts appliqués	3	3	6
	UE 5	Arts, techniques, civilisations	1,5	1,5	3		UE 13	Arts, techniques, civilisations	1,5	1,5	3
	UE 6	Culture musicale et formation de l'oreille	2	2	4		UE 14	Culture musicale et formation de l'oreille	2	2	4
	Pratique instrumentale		1	1	2		Pratique instrumentale		1	1	2
Total domaine artistique			7,5	7,5	15	Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine professionnel						Domaine professionnel					
		Atelier de création et de réalisation :						Atelier de création et de réalisation :			
	UE 7	Technologie de spécialité	3	2	5		UE 15	Technologie de spécialité	1	1	2
	UE 8	Atelier de fabrication	12	7	19		UE 16	Réparation	2	2	4
	Stage en entreprise			6	6		UE 17	Projet professionnel	6	12	18
							Stage en entreprise		6		6
Total domaine professionnel			15	15	30	Total domaine professionnel			15	15	30

Annexe 9

Diplôme des Métiers d'Art						Arts du bijou et du joyau					
DMA1						DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1				Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine général						Domaine général					
	UE 1	Français	2	2	4		UE 11	Français	2	2	4
	UE 2	Langue vivante étrangère	2	2	4		UE 12	Langue vivante étrangère	2	2	4
	UE 3	Sciences appliquées	2	2	4		UE 13	Sciences appliquées	2	2	4
	UE 4	Économie et gestion de l'entreprise	1,5	1,5	3		UE 14	Économie et gestion de l'entreprise	1,5	1,5	3
Total domaine général			7,5	7,5	15	Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine artistique						Domaine artistique					
	UE 5	Expression plastique	2,5	2,5	5		UE 15	Expression plastique	2,5	2,5	5
	UE 6	Arts appliqués	3	3	6		UE 16	Arts appliqués	3	3	6
	UE 7	Arts, techniques, civilisations	2	2	4		UE 17	Arts, techniques, civilisations	2	2	4
Total domaine artistique			7,5	7,5	15	Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine professionnel						Domaine professionnel					
	UE 8	Atelier de création et de réalisation : Préparation Réalisation, réparation, recréation, participation à la restauration	4	2	6		UE 18	Projet professionnel	9	15	24
	UE 9		8	4	12						
	UE 10		3	3	6						
	Stage en entreprise			6	6		Stage en entreprise		6		6
Total domaine professionnel			15	15	30	Total domaine professionnel			15	15	30

Annexe 10

Diplôme des Métiers d'Art					Habitat						
Option :					Restauration de mobiliers						
DMA1					DMA2						
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1				Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine artistique					Domaine artistique						
	UE 1	Expression plastique	7,5	7,5	15		UE 5	Expression plastique	7,5	7,5	15
		Arts, techniques, civilisations						Arts, techniques, civilisations			
		Composition d'art appliqué						Composition d'art appliqué			
Total domaine artistique			7,5	7,5	15	Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine général					Domaine général						
	UE 2	Français	5,5	5,5	11		UE 6	Français	6	6	12
		Langue vivante						Langue vivante			
		Sciences appliquées						Sciences appliquées			
	UE 3	Économie et gestion	2	2	4		UE 7	Économie et gestion	1,5	1,5	3
Total domaine général			7,5	7,5	15	Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine professionnel					Domaine professionnel						
	UE 4	Atelier de création et de réalisation : Projet expérimental de spécialité	15	18	24		UE 8	Atelier de création et de réalisation : Projet professionnel	9	15	24
		Modules complémentaires						Stage en entreprise			
		Technologie de spécialité						Stage en entreprise			
Total domaine professionnel			15	15	30	Total domaine professionnel			15	15	30

Annexe 11

Diplôme des Métiers d'Art						Décor architectural					
Option :						Arts du verre et du cristal					
DMA1						DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS			DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1				Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine général						Domaine général					
	UE 1	Culture générale et expression	6	6	12		UE 5	Culture générale et expression	6	6	12
		Langue vivante étrangère						Langue vivante étrangère			
		Sciences appliqués						Sciences appliqués			
	UE 2	Economie et gestion	1,5	1,5	3		UE 6	Economie et gestion	1,5	1,5	3
Total domaine général			7,5	7,5	15	Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine artistique						Domaine artistique					
	UE 3	Culture artistique et technique	7,5	7,5	15		UE 7	Culture artistique et technique	7,5	7,5	15
		Pratique plastique						Pratique plastique			
		Démarche créative						Démarche créative			
Total domaine artistique			7,5	7,5	15	Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine professionnel						Domaine professionnel					
	UE 4	Technologies	14	8	22		UE 8	Rapport de stage	3	1	4
		Communication technique					Projet professionnel	12	14	26	
		Atelier de création et de réalisation									
	Activité en entreprise		1	7	8	Total domaine professionnel			15	15	30
Total domaine professionnel			15	15	30	Total domaine professionnel			15	15	30

Enseignement supérieur et recherche

Diplôme des métiers d'art

Définition et conditions de délivrance de certaines spécialités de diplôme des métiers d'art

NOR : ESRS0910474A

RLR : 549-8a

arrêté du 19-5-2009 - J.O. du 12-6-2009

ESR - DGESIP

Vu décret n° 87-347 du 21-5-1987 modifié ; arrêté du 9-7-2002 ; arrêté du 8-4-2009

Article 1 - À l'article 9 de l'arrêté du 8 avril 2009 susvisé, les termes : « annexe 1 » sont **remplacés** par : « annexe 9 ».

Article 2 - L'article 10 de l'arrêté du 8 avril 2009 susvisé est **supprimé**.

Article 3 - Il est **ajouté** une annexe à l'arrêté du 9 juillet 2002 susvisé portant définition et fixant les conditions de délivrance du diplôme des métiers d'art « régie de spectacle » figurant en annexe du présent arrêté.

Article 4 - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et les recteurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 19 mai 2009

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et par délégation,

Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle
Patrick Hetzel

Annexe

Diplôme des Métiers d'Art

Option :

Régie de spectacle

Son

DMA1					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1
Domaine artistique					
	UE 1	Culture du spectacle			
		Dramaturgie scénique			
		Démarche de projet			
Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine général					
Langue vivante	UE 2		1,5	1,5	3
Législation, gestion et économie du spectacle vivant	UE 3	Organisation du travail	1,5	1,5	3
		Prévention des risques			
Électricité	UE 4		1,5	1,5	3
Notions de sciences appliquées	UE 5	Théorie du signal	3	3	6
		Acoustique			
		Perception auditive			
		Informatique système			
Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine professionnel					
Techniques des métiers associés du spectacle	UE 6	Éclairage	4	3	7
		Équipement des lieux scéniques			
Spécialité son	UE 7	Technologies	11	6	17
		Fonction utilisateur			
		Régie			
Stage en entreprise				6	6
Total domaine professionnel			15	15	30

DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine artistique					
	UE 8	Culture du spectacle			
		Dramaturgie scénique			
		Démarche de projet			
Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine général					
Langue vivante	UE 9		1,5	1,5	3
Législation, gestion et économie du spectacle vivant	UE 10	Organisation du travail	2,5	2,5	5
		Prévention des risques			
Électricité	UE 11		1,5	1,5	3
Notions de sciences appliquées	UE 12	Théorie du signal	2	2	4
		Mécanique			
Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine professionnel					
Techniques des métiers associés du spectacle	UE 13	Éclairage	2	2	4
		Équipement des lieux scéniques			
Spécialité son	UE 14	Technologies	5,5	2,5	8
		Fonction utilisateur			
		Régie			
Dossier d'études et de réalisation	UE 15		4	7	11
Stage en entreprise			3,5	2,5	6
Stage habilitation électrique				1	1
Total domaine professionnel			15	15	30

Diplôme des Métiers d'Art

Option :

Régie de spectacle

Lumière

DMA1					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.1	Sem.2	DMA1
Domaine artistique					
	UE 1	Culture du spectacle			
		Dramaturgie scénique			
		Démarche de projet			
Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine général					
Langue vivante	UE 2		1,5	1,5	3
Législation, gestion et économie du spectacle vivant	UE 3	Organisation du travail	1,5	1,5	3
		Prévention des risques			
Électricité	UE 4		1,5	1,5	3
Notions de sciences appliquées	UE 5	Électronique de puissance			
		Optique			
		Perception visuelle			
		Informatique système			
Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine professionnel					
Techniques des métiers associés du spectacle	UE 6	Sonorisation			
		Équipement des lieux scéniques	4	3	7
Spécialité lumière	UE 7	Technologies			
		Fonction utilisateur	11	6	17
		Régie			
Stage en entreprise				6	6
Total domaine professionnel			15	15	30

DMA2					
DOMAINES	UNITÉS	ENSEIGNEMENTS	ECTS		
			Sem.3	Sem.4	DMA2
Domaine artistique					
	UE 8	Culture du spectacle			
		Dramaturgie scénique			
		Démarche de projet			
Total domaine artistique			7,5	7,5	15
Domaine général					
Langue vivante	UE 9		1,5	1,5	3
Législation, gestion et économie du spectacle vivant	UE 10	Organisation du travail	2,5	2,5	5
		Prévention des risques			
Électricité	UE 11		1,5	1,5	3
Notions de sciences appliquées	UE 12	Électronique de puissance			
		Mécanique	2	2	4
Total domaine général			7,5	7,5	15
Domaine professionnel					
Techniques des métiers associés du spectacle	UE 13	Sonorisation			
		Équipement des lieux scéniques	2	2	4
Spécialité lumière	UE 14	Technologies			
		Fonction utilisateur	5,5	2,5	8
		Régie			
Dossier d'études et de réalisation	UE 15		4	7	11
Stage en entreprise			3,5	2,5	6
Stage habilitation électrique				1	1
Total domaine professionnel			15	15	30

Enseignement supérieur et recherche

Partenariat

Création de la fondation partenariale « Fondation UNIT »

NOR : ESRS0900265A

RLR : 410-4

arrêté du 11-5-2009

ESR - DGESIP

Par arrêté du recteur de l'académie d'Amiens en date du 11 mai 2009, la création d'une fondation partenariale dénommée « Fondation UNIT » est autorisée. Les statuts de cette fondation partenariale peuvent être consultés auprès des services du rectorat de l'académie d'Amiens.

Personnels

Commissions administratives paritaires

Élection à la commission administrative paritaire nationale des magasiniers des bibliothèques

NOR : ESRH0900267A

RLR : 623-7

arrêté du 29-5-2009

ESR - DGRH C2-3

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié, notamment son article 9 ; décret n° 88-646 du 6-5-1988 ; arrêté du 23-8-1984 modifié

Article 1 - Est fixée au mercredi 18 novembre 2009 la date du premier tour de scrutin de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard du corps des magasiniers des bibliothèques.

- Est fixée au mercredi 18 novembre 2009 la date du second tour de scrutin de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire nationale du corps susmentionné dans l'hypothèse où aucune organisation syndicale représentative n'aurait déposé de liste au premier tour.

- Est fixée au jeudi 7 janvier 2010 la date du second tour de scrutin de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire nationale du corps susmentionné dans l'hypothèse où le nombre de votants au premier tour serait inférieur à la moitié du nombre des électeurs inscrits.

Article 2 - Le vote pour l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard du corps des magasiniers des bibliothèques s'effectuera uniquement par correspondance selon les modalités fixées par l'arrêté du 23 août 1984 modifié susvisé.

Article 3 - Il est institué un bureau de vote central auprès du directeur général des ressources humaines.

Ce bureau comprend un président et un secrétaire, désignés par arrêté ministériel, ainsi qu'un délégué de chaque liste en présence.

Article 4 - Le directeur général des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Fait à Paris, le 29 mai 2009

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et par délégation,

Le directeur général des ressources humaines

Thierry Le Goff

Personnels

Commissions administratives paritaires

Organisation de l'élection à la commission administrative paritaire nationale des magasiniers des bibliothèques

NOR : ESRH0914365C

RLR : 623-7

circulaire n° 2009-1015 du 29-5-2009

ESR - DGRH C2-3

Texte adressé aux présidentes et présidents d'université ; aux secrétaires généraux des établissements d'enseignement supérieur ; aux directrices et directeurs de bibliothèques universitaires et interuniversitaires ; aux directrices et directeurs des bibliothèques des grands établissements littéraires et scientifiques et des écoles françaises à l'étranger ; aux directrices et directeurs de ces grands établissements ; à la directrice de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques ; au directeur général du Centre national de documentation pédagogique ; au directeur de l'Institut national de recherche pédagogique ; à l'administrateur de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg ; au directeur de l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur ; au président de la Bibliothèque nationale de France ; au président-directeur du Musée du Louvre ; au directeur de la Bibliothèque publique d'information ; aux directrices et directeurs des bibliothèques municipales classées ; aux maires ; aux directrices et directeurs des bibliothèques départementales de prêt ; aux présidentes et présidents des conseils généraux ; aux directrices et directeurs régionaux des affaires culturelles ; au directeur du Centre technique du livre de l'enseignement supérieur ; au directeur général de l'enseignement supérieur (pour information) ; au chef du service de l'action administrative et de la modernisation (pour information)

Je vous informe que la date du scrutin en vue de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire nationale (C.A.P.N.) des magasiniers des bibliothèques est fixée au mercredi 18 novembre 2009.

L'objet de cette circulaire est de préciser le cadre réglementaire dans lequel ces opérations électorales s'inscrivent, d'informer du calendrier électoral et d'apporter, tant aux électeurs qu'aux chefs d'établissement, toutes les précisions nécessaires à un déroulement correct des opérations.

Les chefs d'établissement devront en conséquence s'assurer de la bonne diffusion des informations ci-après et, notamment, faire afficher la présente circulaire à proximité de la liste électorale.

I - Composition de la commission

La composition de la commission administrative paritaire nationale a été modifiée par un arrêté en date du 4 mai 2009 publié au Journal officiel du 9 mai 2009. Cet arrêté modifie l'arrêté du 25 juillet 1983 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels de bibliothèques.

La nouvelle composition de la C.A.P.N. est fixée ainsi qu'il suit, en ce qui concerne les représentants du personnel :

- magasinier des bibliothèques principal de 1ère classe : 2 titulaires, 2 suppléants ;
- magasinier des bibliothèques principal de 2ème classe : 2 titulaires, 2 suppléants ;
- magasinier des bibliothèques de 1ère classe : 2 titulaires, 2 suppléants ;
- magasinier des bibliothèques de 2ème classe : 2 titulaires, 2 suppléants.

II - Dépôt et présentation des listes

En application des dispositions de l'article 15 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires, les listes des candidats doivent être déposées par les organisations syndicales représentatives au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, direction générale des ressources humaines, service des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de santé, des bibliothèques et des musées, sous direction de la gestion des carrières, bureau des personnels des bibliothèques et des musées (DGRH C2-3), 72, rue Regnault 75243 Paris cedex 13, au moins six semaines avant la date fixée pour le scrutin, soit **au plus tard le lundi 28 septembre 2009 à 10 h**, délai de rigueur.

Elles doivent porter le nom d'un fonctionnaire, délégué de liste, habilité à représenter les candidats dans toutes les opérations électorales, notamment en ce qui concerne le choix des sièges. L'adresse professionnelle du délégué et son numéro de téléphone professionnel doivent également être précisés.

Le dépôt de chaque liste doit être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat et fait l'objet d'un récépissé remis au délégué de liste.

Chaque liste de candidats comprend autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir, titulaires et suppléants, pour chaque grade.

Toutefois, les listes peuvent être incomplètes en ce sens qu'une organisation peut ne pas présenter de candidats pour tous les grades du corps. Toute liste présentant un nombre insuffisant de candidats pour un grade déterminé sera considérée comme n'ayant aucun candidat pour ce grade.

La qualité de titulaire ou de suppléant, pour chaque candidat proposé, n'aura pas à être précisée, l'ordre de présentation de la liste permettant de la déterminer.

En application des dispositions des articles 16 et 16 bis du décret du 28 mai 1982 précité, **aucune liste ne pourra être déposée ou modifiée après la date limite du 28 septembre 2009.**

Toutefois, si dans un délai de trois jours francs suivant la date limite de dépôt des listes, un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'administration en informe sans délai le délégué de liste. Celui-ci peut alors procéder, dans un délai de trois jours à compter de l'expiration du délai de trois jours francs susmentionné, aux rectifications nécessaires.

À défaut de rectification, si un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, la liste intéressée est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour le ou les grades correspondants.

Si le fait motivant l'inéligibilité est intervenu après la date limite de dépôt des listes, le candidat défaillant peut également être remplacé, sans qu'il y ait lieu de modifier la date des élections.

Aucun autre retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes de candidature.

Afin de s'assurer de la validité des candidatures, il est recommandé aux organisations qui présentent des listes de prendre directement contact avec le bureau de gestion des personnels de bibliothèques et des musées (DGRH C2-3). Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats de fonctionnaires ont déposé des listes concurrentes pour la même élection, l'administration en informe, dans un délai de trois jours francs à compter de la date limite de dépôt des listes, les délégués de chacune des listes. Ces derniers disposent alors d'un délai de trois jours francs pour procéder aux modifications ou aux retraits de listes nécessaires. Si, à l'expiration de ce délai, ces modifications ne sont pas intervenues, l'administration informe dans un délai de trois jours francs l'union de syndicats dont les listes se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours francs pour indiquer à l'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la liste qui peut se prévaloir de l'appartenance à l'union.

En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant déposé ces listes ne peuvent bénéficier des dispositions du 1° de l'article 14 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

En application des dispositions prévues à l'article 23 bis du décret précité, lorsque, à la date limite de dépôt des listes, aucune liste n'a été déposée par les organisations syndicales représentatives, « il est procédé à un nouveau scrutin dans un délai qui ne peut être inférieur à six semaines ni supérieur à dix semaines à compter de la date initiale de dépôt des listes ».

Pour ce second scrutin, toute organisation syndicale de fonctionnaires peut déposer une liste.

III - Professions de foi

Les organisations syndicales représentatives qui ont présenté une liste de candidats déposeront, sous pli fermé, distinct de celui contenant la liste elle-même et portant la mention « **Professions de foi pour la commission administrative paritaire des magasiniers de bibliothèques** », un exemplaire de leur profession de foi, au plus tard à la date de dépôt des listes de candidatures, c'est-à-dire le 28 septembre 2009 à 10 h.

Ces professions de foi, pour être prises en compte, devront être imprimées **sur une seule feuille (recto verso), du même format (14,85 × 21 cm) que les bulletins de vote correspondants.**

Le même jour, à partir de 10 h, il sera procédé à l'ouverture de l'ensemble des plis contenant les professions de foi en présence des délégués des listes concernées. À l'issue de cette opération, les organisations syndicales remettront ces professions de foi, en nombre suffisant (en autant de fois, au moins, qu'il y a d'électeurs).

Les exemplaires ainsi remis devront être identiques au modèle déposé sous pli fermé.

L'administration assurera la transmission des professions de foi ainsi que celle du matériel de vote.

IV - Électorat

Sont électeurs les personnels titulaires en position d'activité (cela inclut notamment ceux en congé de formation professionnelle, en congé de maladie, en congé de maternité, en congé de longue maladie, en congé de longue durée, en congé annuel et en cessation progressive d'activité), de congé parental et de détachement.

Il est rappelé que les fonctionnaires en position de détachement sont électeurs à la fois dans leur corps d'origine et dans leur corps de détachement.

Les magasiniers de bibliothèques stagiaires ne sont ni électeurs, ni éligibles. Le principe selon lequel un stagiaire ne peut pas être électeur ne doit être écarté que dans la seule hypothèse où l'arrêté de titularisation intervient après les élections aux commissions administratives paritaires mais prévoit que l'agent est titularisé à compter d'une date qui est antérieure à celle des élections. Dans ce cas, le stagiaire dont la titularisation n'apparaît pas douteuse doit être considéré comme étant électeur.

Les listes électorales établies par le bureau DGRH C2-3 **seront affichées dans les établissements dès réception.**

Dans les huit jours qui suivent l'affichage, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter des demandes d'inscription. Dans le même délai et pendant trois jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale.

V - Éligibilité

Sont éligibles les fonctionnaires remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale. Toutefois ne peuvent être élus les agents qui se trouvent dans l'une des situations suivantes :

- en congé de longue durée ;
 - frappés d'une des incapacités prononcées par les articles L 5 et L 6 du code électoral.
- frappés d'une rétrogradation ou d'une exclusion temporaire de fonctions relevant du 3ème groupe de sanctions défini par l'article 66 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, à moins que la peine n'ait été amnistiée ou qu'une demande tendant à ce qu'aucune trace ne subsiste au dossier ait été acceptée.

VI - Opérations électorales

A. Vote par correspondance

Le vote aura lieu par correspondance, **seul mode d'acheminement des votes**. Chaque chef d'établissement recevra des bulletins de vote et des enveloppes en nombre suffisant.

À l'exception des membres du personnel en congé, qui le recevront par la voie postale, **le matériel de vote sera remis individuellement par les directeurs d'établissement à chaque électeur. L'électeur attestera de la bonne remise du matériel en apposant sa signature sur une liste d'émargement. Cette liste d'émargement devra être faxée au bureau DGRH C2-3 qui vérifie le bon déroulement des opérations électorales.**

Dans les deux cas, les directeurs d'établissement devront effectuer cette opération suffisamment tôt pour ne pas créer d'obstacle à l'exercice du droit de vote des électeurs.

Les intéressés devront placer leur bulletin dans la première enveloppe réglementaire (dite **enveloppe n° 1**) sur laquelle ils ne porteront aucune mention ni aucun signe distinctif et qu'ils ne cachèteront pas.

Ils placeront ce pli non cacheté à l'intérieur d'une deuxième enveloppe (dite **enveloppe n° 2**) sur laquelle ils devront porter, dans l'ordre, les indications suivantes :

- nom, prénoms ;
- grade ;
- affectation ;
- signature.

Ils cachèteront l'enveloppe n° 2 et la placeront dans une troisième enveloppe (dite **enveloppe n° 3**).

Sur l'enveloppe n° 3, dite correspondance-réponse (T) fournie par l'administration, est imprimée l'adresse de la direction générale des ressources humaines où doit parvenir la correspondance. **Cette enveloppe n° 3 devra être cachetée et adressée par voie postale par chaque électeur à l'exclusion de tout autre expéditeur.**

En application des dispositions du 2° de l'article 3 de l'arrêté du 23 août 1984 modifié fixant les modalités de vote par correspondance en vue de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires et aux commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des personnels relevant du ministère de l'éducation nationale, les électeurs devront faire parvenir cette enveloppe n° 3 **avant l'heure de clôture du scrutin fixée au mercredi 18 novembre 2009 à 17 heures**. Tous les électeurs recevront mi-octobre 2009 avec le matériel de vote une instruction rappelant les modalités du vote.

Les électeurs votent par correspondance dès réception du matériel de vote. Ils devront prendre en compte les délais d'acheminement du courrier pour que leur vote parvienne, en tout état de cause, avant l'heure de clôture du scrutin.

Je rappelle que les établissements ne sont donc pas autorisés à faire des envois collectifs, même sous bordereau.

Les votes parvenus après l'heure de clôture du scrutin seront renvoyés aux intéressés avec indication de la date et de l'heure de réception.

B. Bulletins de vote

Les listes de candidatures sont présentées par les organisations syndicales représentatives en vue de l'établissement des bulletins de vote.

Aux termes de l'article 17 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982, « les bulletins de vote sont établis aux frais de l'administration d'après un modèle-type fourni par celle-ci ».

Les bulletins de vote doivent porter mention de l'organisation syndicale qui présente la liste et l'appartenance éventuelle de l'organisation syndicale, à la date du dépôt des listes, à une union de syndicats à caractère national. Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret précité, **les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats. Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.**

Les bulletins de propagande ou les modèles autres que ceux fournis par l'administration ne peuvent être utilisés pour le vote et seront considérés comme nuls.

C. Dépouillement

Le dépouillement correspondant au premier tour de scrutin aura lieu le **jeudi 19 novembre 2009** et sera effectué au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, direction générale des ressources humaines, service des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de santé, des bibliothèques et des musées, sous direction de la gestion des carrières, bureau des personnels des bibliothèques et des musées (DGRH C2-3), 72, rue Regnault, 75013 Paris, par une commission composée :

- de fonctionnaires de l'administration centrale ;
- d'un délégué de chaque liste en présence.

En application de l'article 23 bis du décret n° 82-451 du 28 mai 1982, **lorsque le nombre de votants est inférieur à la moitié du nombre des électeurs inscrits, il n'est pas procédé au dépouillement du premier scrutin.**

Un nouveau scrutin est organisé dans un délai qui ne peut être inférieur à six semaines ni supérieur à dix semaines à compter de la date du premier scrutin. Le cas échéant, il aurait lieu selon le calendrier joint en annexe.

Pour ce second scrutin, toute organisation syndicale de fonctionnaires peut déposer une liste.

Les résultats définitifs de l'élection seront consignés dans un procès-verbal affiché dans un délai de 24 heures à compter de la fin du dépouillement au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, direction générale des ressources humaines, service des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de santé, des bibliothèques et des musées, sous direction de la gestion des carrières, bureau des personnels des bibliothèques et des musées (DGRH C2-3), 72, rue Regnault, 75013 Paris

Les contestations sur la validité des opérations électorales devront être portées à la connaissance du bureau DGRH C2-3 dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats.

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

et par délégation,

Le directeur général des ressources humaines

Thierry Le Goff

Annexe 1

Calendrier de l'élection de la commission administrative paritaire nationale des magasiniers des bibliothèques

- Affichage de la liste électorale dans l'établissement : **dès réception**
- Date limite de dépôt des listes de candidatures par les organisations syndicales : **lundi 28 septembre 2009** (jusqu'à 10 h)
- Envoi du matériel de vote : **mi-octobre 2009**
- Date limite d'affichage de la liste électorale dans l'établissement : **mardi 3 novembre 2009**
- 1er tour de scrutin : **mercredi 18 novembre 2009** (jusqu'à 17 h)
- 1er dépouillement des bulletins de vote : **jeudi 19 novembre 2009**
- Affichage du procès-verbal des opérations électorales : **vendredi 20 novembre 2009**

Annexe 2

Calendrier prévisionnel pour un éventuel 2ème scrutin

- Date limite de dépôt des listes de candidatures par les organisations syndicales (si aucune organisation syndicale représentative n'a présenté de liste au 1er tour) : **lundi 5 octobre 2009**
- Scrutin (si aucune organisation syndicale représentative n'a présenté de liste au 1er tour) : **mercredi 18 novembre 2009**
- Dépouillement (si aucune organisation syndicale représentative n'a présenté de liste au 1er tour) : **jeudi 19 novembre 2009**
- Date limite de dépôt des listes de candidatures par les organisations syndicales (si le quorum n'est pas atteint au 1er tour) : **mardi 24 novembre 2009**
- Scrutin (si le quorum n'est pas atteint au 1er tour) : **jeudi 7 janvier 2010**
- Dépouillement (si le quorum n'est pas atteint au 1er tour) : **vendredi 8 janvier 2010**

Scrutin du 18 novembre 2009 à la commission administrative paritaire nationale des magasiniers des bibliothèques

Liste des candidats présentés par :

Catégorie	Nom - Prénom	Établissement
Magasinier des bibliothèques principal de 1ère classe		
Magasinier des bibliothèques principal de 2ème classe		
Magasinier des bibliothèques de 1ère classe		
Magasinier des bibliothèques de 2ème classe		

Personnels**Hygiène et sécurité****Comité central d'hygiène et de sécurité ministériel compétent pour l'enseignement supérieur et la recherche**

NOR : ESRH0900253X
RLR : 610-8
réunion du 17-3-2009
ESR - DGRH C1-3

Le comité s'est réuni sous la présidence de Éric Bernet, chef du service des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de santé, des bibliothèques et des musées à la direction générale des ressources humaines, représentant Thierry Le Goff, directeur général des ressources humaines.

Après approbation du procès-verbal de la séance du 9 juin 2008, les points suivants ont été abordés :

Médecine de prévention

La synthèse des rapports d'activité de la médecine de prévention des 77 établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche ayant répondu à l'enquête a été exposée.

Un recensement de l'offre en médecine de prévention est en cours et les résultats seront présentés aux représentants des personnels lors d'un prochain groupe de travail.

Les représentants du personnel présentent la motion suivante relative à l'insuffisance des médecins de prévention :

« Les représentants du personnel constatent que le nombre d'équivalents temps plein de médecins de prévention prévu à l'article 12 du décret n° 82-453 n'est pas respecté par de nombreux établissements.

Ils demandent au ministre, ou ses représentants auprès des établissements, de contrôler l'application des textes réglementaires et sa traduction dans le budget de l'établissement.

Ils demandent à être informés des mesures prises par le ministre ou ses représentants pour faire appliquer la réglementation. »

Cette motion est votée à l'unanimité des représentants du personnel, les représentants de l'administration ne prenant pas part au vote.

L'administration souligne l'importance de l'action pédagogique et des relances systématiques aux différents courriers adressés aux chefs d'établissement.

Par ailleurs, l'incitation à agir dans le domaine de la santé et sécurité au travail nécessite l'appui des structures d'audit, l'évaluation des établissements se faisant très largement à travers les contrats mis en place. Une première rencontre avec Michel Cormier, responsable de l'évaluation à l'Agence d'évaluation pour la recherche et l'enseignement supérieur (A.E.R.E.S.) a permis une écoute et des échanges sur la doctrine. Dans les prochains mois une autre rencontre associant l'inspection hygiène et sécurité et le responsable de l'évaluation des unités de recherche à l'A.E.R.E.S. doit avoir lieu.

Enfin, il est rappelé l'intérêt des séminaires des médecins de prévention qui se sont tenus d'octobre à novembre 2008. Ces rencontres qui contribuent à une meilleure animation du réseau, permettent la mutualisation des expériences, améliorant ainsi les conditions de travail des médecins.

Présentation du bilan de la prévention des risques professionnels pour l'année universitaire 2007-2008

Cette enquête est réalisée pour la 9ème année : 162 établissements y ont répondu ce qui représente un taux de réponse de 79 %, considéré comme satisfaisant.

Les représentants du personnel réitèrent leur demande d'avoir un rapport d'évolution des risques qui souligne mieux certains aspects contenus dans le bilan présenté.

Par ailleurs, compte tenu de la persistance du non respect de la réglementation relative à une évaluation des risques dans les établissements, les représentants du personnel présentent la motion suivante :

« Le rapport de la Cour des Comptes de 2009 fait part de la faible prise en compte des problèmes de gestion du patrimoine immobilier dans les universités alors que la réglementation E.R.P. impose des contraintes importantes.

Les documents fournis par le ministère montrent la persistance de la non-application d'une réglementation qui date de 14 ans.

En effet, les représentants du personnel constatent que seules 7 universités ont remis une évaluation des risques correspondant à la totalité de leur établissement et seule une université a réalisé un programme annuel de prévention suite à l'analyse complète des risques dans son établissement.

Les représentants du personnel remarquent que le code de l'éducation indique que le ministre ou ses représentants sont garants de la légalité des mesures prises en application des textes réglementaires. Le ministre ou ses représentants ont le moyen de suspendre des décisions qui contreviennent au règlement et d'imposer des mesures conservatoires (cf. art. L. 719-7 et L. 719-8 du code de l'éducation).

Les représentants du personnel demandent que le ministre ou ses représentants pour les établissements dont il a la tutelle (le recteur pour les universités) contrôle :

- l'existence d'un rapport d'évolution des risques conforme au D.U.E., rapport présenté au C.H.S., au C.T.P. et au C.A. de l'établissement ;
- l'existence d'un programme annuel de prévention présenté au C.H.S., au C.T.P. et au C.A. de l'établissement et inscrit dans le budget de l'établissement.

Les représentants du personnel demandent que le ministre et ses représentants rappellent aux établissements leurs obligations réglementaires et qu'ils informent le C.C.H.S. des mesures prises pour les faire appliquer.

Sans attendre les délibérations des conseils d'administration, les représentants du personnel demandent au ministre de rappeler aux secrétaires généraux que la politique des établissements doit être conforme aux textes réglementaires de la fonction publique d'État et qu'ils ont à mettre en œuvre leur application ».

Cette motion est votée à l'unanimité des représentants du personnel, les représentants de l'administration ne prenant pas part au vote.

Présentation du rapport d'activité 2008 de l'inspection hygiène et sécurité

Présentation du bilan des accidents du travail, de service et maladies professionnelles pour l'année 2007

Point d'information relative aux personnes en situation d'handicap

Pour ce qui est de la mise en accessibilité des bâtiments, Patrick Levasseur, (expertise immobilière) de la DGESIP informe que l'ensemble des bâtiments universitaires doit être accessible aux personnes en situation de handicap fin 2010. Une enquête réalisée auprès des établissements montre qu'actuellement plus de 55 % des établissements ont réalisé un diagnostic très précis, bâtiment par bâtiment.

Financièrement, vingt millions d'euros (fonds de concours interministériels et crédits propres à la DGESIP), auxquels il faut ajouter le financement d'un plan de relance ont été dédiés à la mise en accessibilité. Cet effort très sensible se poursuivra en 2009 et en 2010.

En complément de cette politique en faveur de l'accessibilité, une charte a été signée, dès la rentrée 2007, prévoyant la mise en place de mesures d'accompagnement d'aide et d'assistance en faveur des personnes handicapées.

Il convient de souligner la prise de conscience et le fort investissement des établissements.

Décret relatif aux comités d'hygiène et de sécurité dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur

En l'absence de C.T.P. dans les établissements d'enseignement supérieur, les C.H.S. dans ces établissements sont rattachés au conseil d'administration. L'intervention de la loi LRU a modifiée cet ordonnancement dans la mesure où un C.T.P. a été créé dans chaque établissement. C'est ainsi qu'un nouveau projet de décret remplaçant le décret n° 95-482 du 24 avril 1995 relatif aux C.H.S. dans les établissements supérieur est présenté.

Les représentants du personnel ont demandé en séance de nouvelles modifications. Un nouveau projet sera présenté au prochain C.C.H.S., il tiendra compte des propositions soumises et de la concertation engagée avec le ministère chargé de la fonction publique. Le texte présenté au C.C.H.S. sera ensuite transmis au C.T.P.M.-ESR puis soumis à la consultation du CNESER, du Conseil supérieur de la fonction publique et à l'avis du Conseil d'État.

Informations diverses

Plan d'action amiante : la phase de lecture et d'analyse des questionnaires d'autoévaluation sera achevée fin juin. Tous les établissements n'ont pas encore envoyé les questionnaires au centre de traitement. Ces établissements seront relancés.

Les établissements devront ensuite procéder au recensement des personnels susceptibles d'avoir été exposés à l'inhalation des poussières d'amiante nés en 1950 et 1951.

Les représentants du personnel proposent **trois groupes de travail** : prévention des risques psycho-sociaux - mise en place de documents annuels (rapport du médecin de prévention, questionnaire relatif au bilan de la prévention des risques professionnels, programme annuel de prévention, rapport d'évolution des risques...) - suivi de dossiers thématiques (amiante, commissions de réforme, accidents, handicapés...).

Les différents rapports seront consultables sur le site <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr>, concours-emploi-service : santé et sécurité au travail

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Caen

NOR : ESRS0900262A
arrêté du 26-5-2009
ESR - DGESIP

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 26 mai 2009, Jean-Marc Guéguénat, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional, est nommé en qualité de directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Caen, école interne de l'université de Caen Basse-Normandie, pour une période de cinq ans.

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Lille

NOR : ESRS0900261A
arrêté du 26-5-2009
ESR - DGESIP

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 26 mai 2009, Dominique Guy Brassart, est nommé directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Lille, école interne de l'université d'Artois, pour une période de cinq ans.

Mouvement du personnel

Nominations

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche

NOR : ESRS0900266A
arrêté du 5-6-2009
ESR - DGESIP

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 5 juin 2009, sont nommés membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, au titre des personnalités représentant les grands intérêts nationaux :

Représentant la Confédération générale du travail (C.G.T.)

- Membre titulaire : Francis Velain, en remplacement de Jean-Pierre Adami ;
- Membre suppléant : Patrice Bouillon, en remplacement de Francis Velain.

Mouvement du personnel

Nominations

Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies

NOR : ESRR0900254A
arrêté du 4-6-2009
ESR - DGRI SPFCO B2

Par arrêté de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 4 juin 2009, sont nommés membres de la Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies :

En qualité de représentants de l'État titulaires (troisième collège)

Sur proposition du ministre chargé de la recherche :

- Antoine Masson, en remplacement de Bernard Froment.

Sur proposition du ministre chargé de l'enseignement supérieur :

- Éric Affolter, en remplacement de Michel Le Mandat.

Sur proposition du ministre chargé de l'industrie :

- Michel Aribart, en remplacement de Jean-Pierre Ulasien.

Sur proposition du ministre chargé de l'agriculture :

- Éric Dufour, en remplacement de Pierre Grenier.

Mouvement du personnel

Nominations

Conseil d'administration de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité

NOR : ESRR0900255A
arrêté du 27-5-2009
ESR - DGRI SPFCO B2 / DEV

Par arrêté du ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire et de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 27 mai 2009, sont nommés membres du conseil d'administration de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité, pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs :

En tant que représentante de l'État, désignée par le ministre chargé de la sécurité routière :

- Catherine Ferreol, membre suppléant, en remplacement de Pascale Buch.

En tant que personnalité extérieure à l'institut, choisie en raison de sa compétence en matière de transports et de leur sécurité :

- Rémi Bastien, en remplacement de Michel Vimont.

Mouvement du personnel

Nominations

Commission administrative paritaire des adjoints administratifs d'administration centrale du ministère de l'éducation nationale

NOR : MENA0900444A
arrêté du 8-6-2009
MEN - ESR - SAAM A2

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié ; décret n° 2006-572 du 17-5-2006 ; décret n° 2006-1458 du 27-11-2006 modifiant le décret n° 2005-1228 du 29-9-2005 ; décret n° 2006-1760 du 23-12-2006 ; décret n° 2007-991 du 25-5-2007 ; arrêté du 14-9-2007 ; arrêté du 1-10-2007 ; arrêté du 19-2-2008 modifié

Article 1 - L'article 1er de l'arrêté du 19 février 2008 susvisé est **modifié** ainsi qu'il suit :

Représentants titulaires

Au lieu de : Alain Perritaz, chef du service des personnels enseignants de l'enseignement supérieur et de la recherche, adjoint au directeur général des ressources humaines,

lire : Geneviève Guidon, chef de service, adjointe au directeur général des ressources humaines.

Au lieu de : Jean-Marc Goursolas, chef du service des enseignements et des formations, adjoint au directeur général de l'enseignement scolaire,

lire : Élisabeth Montlibert, sous-directrice des écoles, des collèges et des lycées généraux et technologiques à la direction générale de l'enseignement scolaire.

Représentants suppléants

Au lieu de : Thérèse Filippi, chef du service des personnels enseignants de l'enseignement scolaire, adjointe au directeur général des ressources humaines,

lire : Gilles Fournier, chef du service des technologies et des systèmes d'information.

Au lieu de : Catherine Moreau, chef de service, adjointe au directeur des affaires juridique,

lire : François Dumas, chef de service, adjoint au directeur de l'évaluation, de la prospective et de la performance.

Article 2 - Le chef du service de l'action administrative et de la modernisation du ministère de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fait à Paris, le 8 juin 2009

Pour le ministre de l'Éducation nationale,

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

et par délégation,

Le secrétaire général

Pierre-Yves Duwoye

Mouvement du personnel

Nomination

Commission administrative paritaire des adjoints techniques d'administration centrale du ministère de l'éducation nationale

NOR : MENA0900445A
arrêté du 8-6-2009
MEN - ESR - SAAM A2

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié ; décret n° 2006-572 du 17-5-2006 ; décret n° 2006-1458 du 27-11-2006 modifiant le décret n° 2005-1228 du 29-9-2005 ; décret n° 2006-1761 du 23-12-2006 ; décret n° 2007-991 du 25-5-2007 ; arrêté du 14-9-2007 ; arrêté du 1-10-2007 ; arrêté du 7-3-2008 modifié

Article 1 - L'article 1er de l'arrêté du 7 mars 2008 susvisé est **modifié** ainsi qu'il suit :

Représentants suppléants

Au lieu de : Patricia Jannin, adjointe au sous-directeur de la logistique de l'administration centrale au service de l'action administrative et de la modernisation,

lire : Isabelle Oger, adjointe au sous-directeur de la logistique de l'administration centrale au service de l'action administrative et de la modernisation.

Article 2 - Le chef du service de l'action administrative et de la modernisation du ministère de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fait à Paris, le 8 juin 2009

Pour le ministre de l'Éducation nationale,

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

et par délégation,

Le secrétaire général

Pierre-Yves Duwoye

Informations générales

Vacance de poste

Directeur de l'Agence Europe-Éducation-Formation France

NOR : ESRC0900252V
avis du 10-6-2009
ESR - MEN - DREIC

Libellé du poste : directeur.

Organisme : Agence Europe-Éducation-Formation France.

Localisation du poste : 25, quai des Chartrons, 33080 Bordeaux cedex.

Prise de fonctions : au plus tard le 17 août 2009.

1. Environnement et positionnement hiérarchique

Groupement d'intérêt public, l'agence est placée sous la tutelle des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'emploi et de la formation professionnelle. Située à Bordeaux, au 25, quai des Chartrons, l'agence emploie aujourd'hui 75 personnes, et gère un budget de 141 millions d'euros (dont 6 millions d'euros de fonctionnement et 135 millions d'euros d'intervention).

Le développement de l'éducation et de la formation tout au long de la vie est devenu une priorité politique commune à tous les pays européens depuis la seconde partie des années 1990, et plus encore depuis le Conseil européen de Lisbonne en mars 2000. Les pays de l'Union européenne sont désormais engagés sur la voie de la réalisation d'un espace européen de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

Les programmes et initiatives communautaires ont un rôle majeur à jouer à cet égard : les projets financés peuvent en effet avoir un effet levier sur le développement d'une dimension européenne dans l'éducation et la formation professionnelle. Ils sont mis en œuvre sur la base de partenariats transnationaux conclus entre les différents acteurs de l'éducation et de la formation, publics ou privés. Ils sont financés sur le budget communautaire, soit directement par la Commission européenne, soit par les agences nationales auxquelles la Commission délègue la gestion de certains crédits d'intervention.

Ces programmes concernent 31 pays européens. Il existe une agence nationale dans chacun des pays participants. Dans le cadre d'actions décentralisées, l'agence nationale organise les appels à propositions, apporte une assistance technique aux candidats et aux porteurs de projet, organise l'instruction et la gestion des dossiers, attribue les aides financières et assure le suivi qualitatif des projets. Pour la diffusion de l'information et le conseil aux porteurs de projet, l'agence bénéficie du concours de nombreux relais locaux et régionaux : rectorats d'académie, chambres régionales de commerce et d'industrie, directions régionales de l'agriculture et des forêts, services des relations internationales des établissements d'enseignement supérieur, réseau des A.N.P.E., OPCA, AFPA, etc.

Le GIP « agence Europe-Éducation-Formation France » est administré par un conseil d'administration assisté par un conseil d'orientation qui élabore des avis et recommandations sur le programme E.F.T.L.V. La direction du GIP est assurée par un/une directeur(-trice) et son adjoint(e).

2. Missions et compétences requises du/de la directeur(-trice)

Il/Elle dirige le groupement dans le respect des décisions du conseil d'administration et dans les conditions fixées par celui-ci.

Il/Elle :

- conduit les activités du GIP, conformément aux orientations stratégiques et politiques définies par le conseil d'administration ;
- assure la gestion administrative et financière du GIP ;
- assure la mise en œuvre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie, et des autres programmes et dispositifs gérés par l'agence (Erasmus Mundus, Tempus, Europass-Euroguidance), en interface avec la Commission européenne, les administrateurs, les autorités nationales de tutelle et les responsables des services opérationnels ;
- contribue au développement des programmes européens sur le territoire national ;
- élabore et met en œuvre le rapport final des plans de travail ;
- met en œuvre les travaux du conseil d'orientation ;
- conduit un travail de réflexion, en comité restreint avec la Commission européenne, pour la définition des programmes ;
- représente l'agence auprès des autorités européennes et nationales ;
- communique par voie de médias écrits, TV, radio sur les missions de l'agence ;
- prépare et anime les conseils d'administration du GIP.

Il/Elle doit :

- avoir une légitimité professionnelle dans les secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle ;
 - disposer d'une expérience de direction significative dans un environnement similaire (organisme public ou parapublic, monde associatif, etc.) ;
 - maîtriser impérativement les relations avec le secteur institutionnel et les établissements et organismes d'éducation et de formation professionnelle ;
 - savoir animer une équipe, conduire un projet, avoir le sens de la négociation, posséder des compétences administratives avérées ;
 - maîtriser la communication et la dimension relationnelle.
- Il/Elle doit maîtriser parfaitement l'anglais écrit et parlé.

3. Qualités recherchées

- sens de l'organisation ;
- impartialité ;
- rigueur ;
- sens du service public.

4. Contraintes liées à l'emploi

- grande disponibilité ;
- déplacements fréquents.

Un jury de recrutement composé du président du GIP, de la directrice des relations européennes et internationales et de la coopération et du délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle (en tant qu'administrateurs de l'Agence), sera chargé de sélectionner les candidats et d'auditionner ceux qui auront été retenus.

Les candidatures, qui devront comporter obligatoirement une lettre de motivation et un CV, sont à adresser à Pierre Gregory, président du GIP, par voie postale, à l'adresse suivante : Chancellerie des universités de Paris, 42, rue des Écoles, 75005 Paris, et par voie électronique, à l'adresse suivante: vice-chancelier@ac-paris.fr, **dans un délai de quinze jours** à compter de la publication de cette fiche de poste.

Informations générales

Vacance de fonctions

Directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Corse

NOR : ESRS0900264V
avis du 12-6-2009
ESR - DGESIP

Les fonctions de directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Corse, école interne de l'université de Corse, sont déclarées vacantes.

Conformément aux dispositions de l'article L. 713-9 du code de l'éducation, le directeur est choisi dans l'une des catégories de personnels ayant vocation à enseigner dans l'école, sans condition de nationalité. Le directeur est nommé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition du conseil d'école. Son mandat est de cinq ans renouvelable une fois.

Les dossiers de candidature, comprenant notamment un curriculum vitae, devront parvenir, par courrier recommandé avec demande d'accusé de réception, **dans un délai de deux semaines** à compter de la parution du présent avis au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, au président de l'université de Corse, 7, avenue Jean Nicoli, 20250 Corte.

Les candidats devront adresser une copie de leur dossier au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle, service de la stratégie de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, département de l'architecture et de la qualité des formations de niveau M et D, 1, rue Descartes, 75231 Paris cedex 05.

Informations générales

Vacance de fonctions

Directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Toulouse

NOR : ESRS0900263V
avis du 12-6-2009
ESR - DGESIP

Les fonctions de directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Toulouse, école interne de l'université Toulouse II - Le Mirail, sont déclarées vacantes.

Conformément aux dispositions de l'article L. 713-9 du code de l'éducation, le directeur est choisi dans l'une des catégories de personnels ayant vocation à enseigner dans l'école, sans condition de nationalité. Le directeur est nommé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition du conseil d'école. Son mandat est de cinq ans renouvelable une fois.

Les dossiers de candidature, comprenant notamment un curriculum vitae, devront parvenir, par courrier recommandé avec demande d'accusé de réception, **dans un délai de deux semaines** à compter de la parution du présent avis au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, au président de l'université Toulouse II - Le Mirail, 56, avenue de l'URSS, 31078 Toulouse cedex 4. Les candidats devront adresser une copie de leur dossier au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle, service de la stratégie de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, département de l'architecture et de la qualité des formations de niveau M et D, 1, rue Descartes, 75231 Paris cedex 05.

Informations générales

Vacance de poste

Chef du service de scolarité de l'université de la Nouvelle-Calédonie

NOR : MENH0900465V
avis du 11-6-2009
MEN - DGRH C2-1

Le poste de chef du service de scolarité de l'université de la Nouvelle-Calédonie localisée à Nouméa est à pourvoir le 19 novembre 2009. Ce poste est ouvert aux agents appartenant au corps des attachés d'administration scolaire et universitaire (A.D.A.E.N.E.S. ou A.P.A.E.N.E.S.). Il peut également être pourvu par détachement.

Environnement de l'emploi

L'université de la Nouvelle-Calédonie est une université de création récente (décret n° 99-445 du 31 mai 1999), de petite taille (2 800 étudiants), pluridisciplinaire et implantée sur 3 sites géographiques. Elle est composée de trois départements, droit, économie et gestion ; lettres, langues et sciences humaines et sciences et techniques), et d'une école interne I.U.F.M.

La scolarité est l'une des fonctions les plus importantes de l'université, faisant le lien entre les étudiants, la direction et le personnel enseignant. Cette fonction est stratégique pour l'université en raison de sa forte corrélation avec l'ensemble du système d'information, ainsi qu'en termes de visibilité de l'offre à l'extérieur.

Le service de la scolarité est doté de 13 agents, répartis entre les secrétariats pédagogiques des 3 départements et les services des examens.

Cet emploi comporte une N.B.I. de 25 points.

Missions

Le chef du service de la scolarité est chargé : de la préparation des actes réglementaires devant être présentés au conseil d'administration puis de leur exécution, de la veille juridique, dans son domaine de compétence, quant au respect du droit applicable, de la préparation des opérations d'inscription administrative et de leur réalisation ; de la gestion et du suivi des dossiers individuels des étudiants ; de l'encadrement des secrétaires pédagogiques et des agents du service des examens, du renseignement des enquêtes nationales correspondantes (SISE, SISE Exam...); de la préparation et de la gestion de tous les actes de scolarité (jury, diplômes, règlements pédagogiques, plannings des examens ...), de la production d'études et analyses nécessaires au suivi des étudiants et à la stratégie de l'établissement, de la participation technique aux travaux d'élaboration des bilans et des contrats d'établissement. Placé sous l'autorité du secrétaire général, il exerce ses missions en étroite collaboration avec la direction de l'université, les directeurs de départements, et les partenaires institutionnels (vice-rectorat, collectivités locales).

Profil

Le candidat devra avoir une connaissance précise de la politique nationale en matière d'enseignement supérieur universitaire, de la réglementation applicable aux études et examens universitaires ainsi qu'une expérience précédente dans un poste faisant appel à ces connaissances.

Le candidat devra présenter des capacités de management d'équipe, relationnelles et d'écoute, de bonnes capacités de communication écrite et orale et d'excellentes capacités organisationnelles.

Au plan technique, le candidat devra maîtriser les TIC et les outils bureautiques ; une connaissance des applications informatiques de gestion dédiée à la scolarité et à la pédagogie serait également appréciée.

Candidatures

Les candidatures accompagnées d'une lettre de motivation et d'un curriculum vitae doivent parvenir, par la voie hiérarchique, dans le mois qui suit la présente publication au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, au ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, bureau des personnels administratifs, techniques, ouvriers sociaux et de santé, DGRH-C2-1, 72, rue Regnault, 75243 Paris 13.

Un double des candidatures sera adressé à Jean-Marc Boyer, président de l'université de la Nouvelle-Calédonie, BP R4, 98851 Nouméa cedex, télécopie (00 687) 25 48 29.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à :

- Yannick Lerrant, 1ère vice-présidente du conseil d'administration yannick.lerrant@univ-nc.nc
- Odile Boyer, secrétaire générale odile.boyer@univ-nc.nc
- Évelyne Decourt, chef du service du personnel et des ressources humaines, evelyne.decourt@univ-nc.nc